

An aerial photograph of a lush green field, possibly a vineyard or agricultural land, with a winding path or river cutting through it. The image has a textured, almost woven appearance.

**INTERNATIONAL FORUM**

BOZAR Center for Fine Arts, Brussels

*NEW FIELDS NEW PRACTICES*  
*NEW PRACTICES NEW FIELDS*

FOR A BETTER *LAND USE*

**FUP**  
For Urban Passion

*ACTES/AKTEN/PROCEEDINGS*  
FORUM 2018

# ORGANISATION

# FUP

For Urban Passion

---

WITH SUPPORTS OF



Welcome to the neighbourhood.

Bozar Centre for Fine Arts Brussels

**SOMMAIRE / CONTENT**

**FOR URBAN PASSION**

**INTRODUCTION / INTRODUCTIE FUP**

Exposé liminaire de Pascal ROGGERO

**DEROULEMENT / VERLOOP FORUM**

**ATELIERS /WORKSHOPS : Territoire/Ruimte/Space**

1. : - **de demain** /van morgen

2 : - **productif** /productieve

3 : - **fertile** /vruchtbaar

**SESSION PLENIERE / PLENARY SESSION**

**ATELIERS /WORKSHOPS : Territoire/Ruimte/Space**

4 : - **à vivre** /- om te leven

5 : - **êtres mobiles** /voor mobiele wezens

6 : - **en réseaux** /genetwerkte

**TABLE RONDE / ronde tafel**

**CONCLUSIONS / besluit**



# FOR URBAN PASSION

---

L'association FOR URBAN PASSION, créée à l'initiative de la Chambre des urbanistes francophones belges, a pour objectif de :

- Fédérer les acteurs impliqués dans les domaines du développement du territoire, dont les urbanistes, les experts concernés par ce domaine, et notamment les architectes, les développeurs immobiliers, les intervenants du secteur de la construction, les associations citoyennes actives dans le domaine, etc. ainsi que les acteurs du secteur public, les planificateurs, les instances chargés des programmes publics, etc.
- Approfondir la vision du développement, en abordant de manière transversale les différents domaines abordés, et notamment la mobilité, l'innovation, la culture, le mode d'association ou les partenariats entre les acteurs.

A cette fin l'association mène différentes actions :

- Organiser des évènements de différentes natures, dont des colloques, des forums, des séminaires, des expositions ou des concours ou appels à idées, ou encore des activités dans le champ des formations
- Collaborer avec les acteurs pour mener des initiatives partagées, dans un esprit d'ouverture
- Faire valoir les avis et opinions des acteurs concernés auprès des instances diverses dans les domaines évoqués

FOR URBAN PASSION entend fédérer les énergies par l'émergence de visions partagées. Et ce dans la liberté de parole et le respect des opinions.

<http://urbanistes.be/fup/>  
Rue Ernest Allard 41, B-1000 Bruxelles

# INTRODUCTION

---

Qui fait la ville ? Aux côtés des acteurs classiquement présents, au côté du secteur privé ou public, des nouveaux entrants s'affirment. Ils multiplient les initiatives et les méthodes : lieu de rencontre, espace partagé, conception participative, nouveau service urbain, collaboration numérique, recyclage des matériaux, démarche basée sur les cycles courts, réinsertion de la nature dans la ville, etc.

## **Des dimensions inédites**

Des notions inédites apparaissent : tiers-lieux pour néonomades, quartier à vivre, convivialité de la proximité, ville productive, réduction des besoins de se déplacer, démembrement des formes de propriété, etc. Ces startuppeurs, nouveaux promoteurs, collectifs de tout ordre, réseauteurs, etc. ont un mot d'ordre : faire la ville immédiatement !

Les territoires de demain seront le produit des pratiques et des acteurs qui émergent aujourd'hui ; ils se fondent sur les changements d'usage (thème traité lors du Forum de mai 2017).

## **Saisir la petite musique des changements**

Les acteurs historiques tentent alors de réinventer leurs modèles. Qu'ils soient développeurs, aménageurs, prestataires de services, agents des administrations ou décideurs publics, leur intérêt est de se mettre à l'écoute des signaux qui anticipent, ces petites musiques des changements déjà en route. Comme d'autres, les urbanistes s'ouvrent à de nouvelles disciplines : ethnologues, économistes, spécialistes des NTIC, animateurs du changement, etc. Ils font évoluer leur métier et s'ouvrent à de nouvelles méthodes.

## **L'ensemblier des territoires**

La ville sera-t-elle encore le produit des planifications vues d'en haut, ou sera-t-elle aussi issue des initiatives venues du bas ? Se pose alors la question : qui sera l'ensemblier de ces futurs ?

Comment agir sur les territoires dans un monde devenu incertain ? Un regard prospectif s'impose, pour un meilleur aménagement du futur...

Le livret que vous tenez en main synthétise les apports de ce Forum, en constitue les Actes. Pour qu'au-delà de l'évènement, les enseignements se diffusent davantage. Merci aux intervenants, et bonne lecture !



**Paul Vermeylen**

Président FOR URBAN PASSION

Who makes the city? Alongside the usual actors, on the side of the private or public sector, new entrants assert themselves. They multiply initiatives: new urban service, meeting place, shared space, participatory design, digital collaboration, recycling of materials, short cycles based approach, reintegration of nature in the city, etc. Some professionals favour the creation of these new ways.

International FORUM organized by FOR URBAN PASSION.

# GRANDE CONFERENCE

---

Patrick Bouchain

Mercredi 6 juin - en partenariat avec Bozar



Illustration – Réalisation Patrick Bouchain architecte – Droits réservés



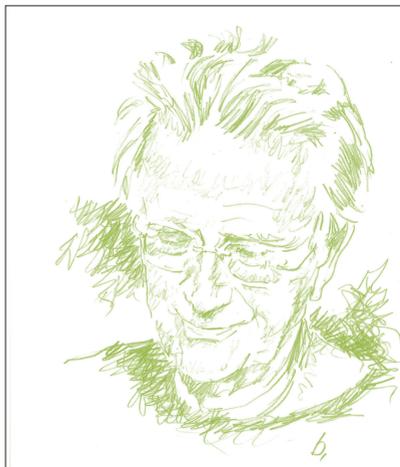
Favoriser l'éclosion des voies nouvelles ?

C'est le pari pris par Patrick BOUCHAIN. Architecte, scénographe, il est l'initiateur d'approches complexes, qui refuse les simplismes.

Lors de la conférence, il a présenté le fondement de sa démarche, notamment une architecture H.Q.H. (haute qualité humaine). Son approche innovante réinterroge systématiquement la demande d'un « produit bâti », qu'exprime souvent un cahier des charges stéréotypé. A chaque fois, il propose une autre approche, plus légère et moins coûteuse, et plus proche de ses destinataires finaux qui peuvent être les acteurs.

Il a illustré cette démarche par plusieurs de ses projets, souvent à travers la reconversion de friches dans le champ culturel. Et notamment pour La Ferme du Buisson en Seine-et-Marne, Le Lieu unique à Nantes, la Belle de Mai à Marseille, ou encore La Condition publique à Roubaix.

Depuis 2009, Patrick BOUCHAIN oriente son activité vers la diffusion de ces démarches, en mettant en place des processus alternatifs à la simple construction ou réhabilitation d'habitat. Et ce, à travers un projet intitulé « Le grand ensemble », en chantier dans plusieurs villes en France.



Patrick BOUCHAIN presented the foundation of his approach, in particular an H.Q.H. (High human quality) architecture, as well as its innovative approach to re-interrogate demand. He illustrated this approach with several of his projects in the cultural field: Le Lieu unique in Nantes, La Condition publique in Roubaix, La Belle de Mai in Marseille. Since 2009, his activity has been oriented towards the diffusion of these models, in particular to set up alternative ways for the production of refurbishment of dwellings, through a project entitled "The Big Ensemble", under construction in several cities in France.



# ATELIERS

## Atelier 1 **TERRITOIRE DE DEMAIN**

Celui des grands projets ou des initiatives issues de la base : comment concilier bottom-up et top-down ?

## Atelier 2 **TERRITOIRE PRODUCTIF**

Comment dynamiser le « faire local » ? Et mobiliser les ressources de chaque territoire ?

## Atelier 3 **TERRITOIRE FERTILE, METABOLIQUE**

Quelle nouvelle relation entre nature et ville ?

## Atelier 4 **TERRITOIRE A VIVRE**

Comment améliorer la sécurité et stimuler la cohésion et le bien-être local ?

## Atelier 5 **TERRITOIRE DES «ETRES MOBILES»**

Nomadisme, mobilité hybride et basée sur l'usage : comment rencontrer ces demandes nouvelles ?

## Atelier 6 **TERRITOIRE EN RESEAU**

Quel système de gouvernance ? Et ce à différentes échelles et en associant les nombreux acteurs, via des collaborations publics-privées ? Quelle intelligence territoriale ?



Wonen en werken zullen de mobiliteit van de toekomst sterk bepalen. Mobiliteit wordt vaak genoemd als een van de grootste uitdagingen van Brussel. Van de 350.000 dagelijkse pendelaars komen ongeveer de helft (meestal alleen) Brussel met de wagen binnengereden. De grote in- en uitgaande wegen zijn voor meer dan 85 procent verzadigd.

Brussel heeft een nieuw evenwicht nodig. Met de afbraak van het Reyersviaduct en het autovrij maken van de Elsensesteenweg wordt nu al geïnvesteerd in nieuwe publieke ruimte. Maar het moet meer zijn dan dat. Brussel moet haar inwoners en bezoekers uitnodigen om zoveel mogelijk te wandelen, te fietsen en het openbaar vervoer te gebruiken in plaats van altijd terug te grijpen naar de individuele wagen. De komende 10 jaar investeert de Brusselse regering daarom meer dan 5 miljard in het openbaar vervoer: er komt een nieuwe metrolijn, nieuwe tramlijnen en properdere bussen. Er komen 10.000 overstapparkings aan de rand van het Gewest. De Brusselse tunnels worden gerenoveerd, onderhouden en veilig gemaakt om de toegankelijkheid van onze hoofdstad te garanderen. Autodelen wordt een waardig alternatief voor de individuele wagen. En er komen tachtig kilometer afgescheiden fietspaden, onder andere rond de kleine ring.

Er is nog veel werk, maar de richting naar een leefbaar Brussel is ingezet. Een stad waar propere lucht, aangename pleinen, veilige straten en meer stadsgroen geen utopie zijn, maar de realiteit.

**Pascal Smet**

Brussels Minister van Mobiliteit en Openbare Werken



**BRUXELLES MOBILITÉ**

**SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES**



# EXPOSE INTRODUCTIF

---

Pascal ROGGERO, Professeur à l'Université de Toulouse, chercheur en complexité territoriale. Il est proche d'Edgar Morin, initiateur de la pensée de la complexité, qui envisage les organisations selon une combinaison de confrontation, de complémentarités, de concurrences, de coopérations, les quatre en étroite synergie. L'objectif de l'intervention de P. Roggero ? Proposer une introduction qui interpelle le territoire en tant que « éco-auto-réorganisation ».



L'idéologie de la compétitivité et de la croissance territoriale nous enferme dans des calculs opportunistes ; ceux-ci masquent les réalités humaines de ceux qui résident ou qui vaquent à leur activité, et dépendent du développement d'un territoire. Cette idéologie est insensible à leurs souffrances, aux peurs et aux désespoirs ; elle est également aveugle pour leur capacité de résilience. Le calcul « compétitivist » est l'ennemi de la complexité territoriale, car il élimine les facteurs humains qu'il ne peut comprendre ou véritablement prendre en considération.

Or, le territoire est un système complexe sur lequel agissent les sociétés humaines, mais aussi les milieux vivants ! La perception de ces interactions est parfois difficile : d'une part par le nombre de variables et la force relative de ces interactions, mais aussi de par la nature « complexe » de ces interactions : les rétro-bouclages, les fertilisations croisées, la résilience des systèmes, etc. Tout un vocabulaire dont il sera question aujourd'hui...

Aucun acteur privé ou public ne peut donc appréhender toutes les évolutions du système. Les stratégies et pratiques visant à comprendre et à faire fonctionner le système territorial sont elles-mêmes des vecteurs fondamentaux des évolutions de ce système.

La gouvernance territoriale doit donc permettre de maintenir le cap en permanence de ce qu'Edgar Morin appelle de l' « auto-éco-réorganisation » pour ce qui concerne ici le territoire. Notamment en mesurant continuellement les risques, et en prenant en considération l'équilibre durable des mesures envisagées et les intérêts des différentes parties prenantes, sans perdre de vue l'intérêt public.

Cela implique d'une part d'acquérir une connaissance fondamentale des processus d'auto-éco-réorganisation du territoire et en particulier des interactions entre les dynamiques socioculturelles, socio-économiques et socio-politiques aux différentes échelles territoriales.

Il en découle d'autre part que les interventions sur le territoire (planification, projets, gestion) ne peuvent se concevoir qu'au cœur des interactions et non comme des actes extérieurs. La participation et l'implication des acteurs sont dès lors des dimensions incontournables de la gouvernance territoriale. Il faut donc oser transgresser ou souvent contourner les règles en vigueur et en réinventer, pour favoriser cette dynamique d'éco-auto-réorganisation.

### **Pascal ROGGERO**

Lofrede van de context en de singulariteit: een complexe benadering van de territoriale ontwikkeling. Zonder rekening te houden met de grenzen van onze wereld heeft de mensheid een hoge vlucht genomen op weg naar de horizon van de "gelukkige globalisering". Daar waar op een dag iedereen overal ter wereld met minder en minder verschil tussen elkaar de westerse levensstandaard in de veralgemeende stedelijke ruimte kan bereiken. Helaas zijn daarvoor meerdere planeten nodig en die hebben we niet.

Verbluft kijken we dan door het vliegtuigraampje en, zoals Bruno Latour het schrijft, weten we niet waar of hoe we zullen landen. Zonder een duidelijk antwoord doen we alsof alles zo kan doorgaan. Geconfronteerd met deze belangrijke vraag willen we het idee verdedigen dat de door de geschiedenis bepaald de geografie, het territorium of liever de territoria relevante entiteiten vormen. Om ons toe te laten vanuit deze context te denken en te handelen door de territoria als complexe entiteiten op te vatten.

Celui des grands projets ou des initiatives issues de la base ? Comment concilier bottom-up et top-down ? Sans plus attendre l'initiative publique, des groupes de citoyens s'activent dans de multiples projets. Ces initiatives de type Self-city correspondent à une plus forte implication de la population : s'agit-il d'un entreprenariat d'un nouveau type ? Intégrer ces dynamiques dans la gouvernance partenariale du territoire semble essentiel. Car cette gouvernance implique que l'élaboration de toute stratégie territoriale soit précédée d'un appui donné à l'émergence de projets depuis l'échelon citoyen ; non plus seulement une concertation avec les acteurs appelés à donner un avis. Quelle ampleur peut prendre ces initiatives, dès lors qu'elles sont relayées par d'autres acteurs publics ou privés (acteurs publics de différents échelon ou champs d'action, milieux économiques ou d'enseignement, etc.) ? Et en termes de cohésion, en s'appuyant sur une citoyenneté parfois de « l'entre soi », peut-on restaurer le lien social et sociétal ?

**Animateur : Paul Vermeulen, Président FOR URBAN PASSION, urbaniste, consultant, auteur de « Le temps de la métropole, agile, créative, solidaire, durable. Parcours en Europe ».**

### **A.1. De ruimte van morgen**

Grote projecten of initiatieven vanuit de basis? hoe bottom-up en top-down te verzoenen? Burger-groeperingen wachten niet op openbaar initiatief om zich actief in te zetten in meerdere projecten. Dergelijke initiatieven van het type "Selfcity" leiden tot een grotere betrokkenheid van de bevolking - of gaat het om een nieuwe vorm van ondernemerschap? Deze dynamieken met verschillende partners integreren in een gedeeld beheer van de ruimte lijkt essentieel. Dit beheer impliceert dat de ontwikkeling van elke territoriale strategie wordt voorafgegaan door een steun aan burgerinitiatieven, en niet enkel bij overleg achteraf, waarbij de betrokkenen verzocht worden een advies te geven. Welke draagwijdte moeten deze initiatieven hebben indien ze worden overgenomen door andere publieke of private actoren (publieke actoren die op verschillende niveaus of verschillende terreinen handelen, een verschillende economische of educatieve achtergrond hebben, enz.)? En verliest men de sociale cohesie niet als men steunt op burgerinitiatieven van bepaalde lagen uit de bevolking?



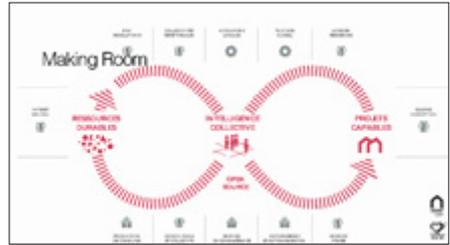
**Alain RENK.** Architecte, urbaniste et fondateur de l'Agence HOST. Il consacre la majeure partie de ses activités de recherches à l'étude des systèmes urbains complexes et à leurs capacités de mutation. En 2010, Alain crée UFO, une Start-Up spécialisée dans la conception et le développement d'outils d'intelligence collective. Actuellement, il collabore sur divers projets d'architectures et d'urbanisme en faisant travailler de manière transversale l'ensemble des acteurs urbains à l'aide de dispositifs tel que Unlimited Cities ou Wikibuilding. De par le monde, les projets développés par HOST intègrent cette vision systémique des écosystèmes humains pour en accroître leur résilience. Alain Renk a reçu le prix « Open Cities ». Il fait partie de l'ONG 7 Milliards d'Urbanistes.

### **Développer les territoires sans accroître les inégalités ?**

Je reviens à l'instant de Chine, où j'intervenais sur la question des villes avec un atelier d'urbanisme collaboratif dans une université et en même temps pour une mission liée à l'implémentation du NUA (Nouvel Agenda Urbain signé dans le cadre de la conférence Habitat III à Quito en oct. 2016) commanditée par la Campagne Urbaine Mondiale des Nations-Unies.

Les Chinois sont confrontés à des villes, des bourgs qui comptaient quelques milliers d'habitants, qui en quelques décennies, deviennent des métropoles et même des mégapoles à plusieurs millions d'habitants. Des couloirs en archipel concentrent celles-ci, au sein desquels les nombreuses industries installées provoquent des niveaux de pollution inimaginable en Europe, le trafic automobile y contribuant largement.

La Smart city pensée par les industriels y est déjà présente avec un numérique omniprésent pour le meilleur et le pire, avec les vélos connectés en Free floating qui sont abandonnés et forment des tas de plusieurs mètres dans la ville de Wuhan par exemple. De façon plus positive, les scooters à moteurs atmosphériques sont interdits et ils sont remplacés par des flottes de scooters électriques. Mais les vélos traditionnels ont disparu, ce qui n'est pas vraiment une bonne nouvelle pour des villes apaisées. Par ailleurs les flux de déplacement sont surveillés par des caméras dont les capacités de reconnaissance faciales sont couplées à des bases de données permettant de calculer un score social pour les individus, ouvrant la voie à des perspectives proprement Orwelliennes. Le score social aurait comme objectif d'encadrer les comportements considérés déviants en supprimant l'accès aux transports aux personnes ayant perdu des points.



Face à l'urbanisation galopante et une tendance à la surveillance de masse revendiquée comme bénéfique pour le vivre ensemble, les autorités chinoises explorent à présent de nouveaux modèles en dehors du tout urbain sur lesquels ils s'étaient basés ; ceux de la concentration à l'extrême, de la spécialisation des territoires fondés sur le fonctionnalisme, de la circulation largement encouragée.

Le gouvernement central se pose ainsi depuis Pékin la question de préserver la vie dans les campagnes sur des logiques pouvant sembler plus inclusives et durables. Comment maintenir la présence dans les campagnes quand il n'y a plus de travail ? Le tourisme est privilégié, mais au sein des universités un travail fin peut se construire avec les laboratoires urbains, les étudiants et finalement les habitants restés sur place dans des approches d'intelligence collective comme nous le faisons depuis 3 ans. Ce travail qui place les approches contributives au centre des transformations urbaines est évidemment très embryonnaire dans les campagnes chinoises, mais les changements de mentalité progressent. Cette année c'est dans la métropole de Wuhan que le laboratoire HOST dirigé par Alain Renk a partagé ces nouvelles approches à travers le projet Voyage of the House de l'architecte chinois Mu Wei.

### **Intelligence collective**

Parler de la participation des habitants à la transformation de leur environnement constitue une révolution des mentalités en Chine, mais croire que ce sujet n'existe que depuis peu est faux. Ce qui est certain, c'est que la fascination pour les nouvelles technologies constitue une porte d'entrée, qu'on soit en Chine, en Amérique du Sud, en Suisse ou au Danemark (quelques pays où le laboratoire HOST travaille en 2018). Alain Renk préconise à travers le réseau « 7 Milliards d'Urbanistes » la transformation des agences d'architecture en « Civic Tech », pour que le numérique soit utilisé au service de la démocratie.

Le dispositif « Villes sans Limite » permet aux participants d’imaginer virtuellement diverses solutions qui sont alors analysées en termes d’impact sur les défis majeurs. Les Workshops Unlimited Cities sont des ateliers qui combinent la théorie des villes contributives, les enseignements de terrain recueillis à l’occasion de plusieurs visites des sites en question où les scénarios développés à partir de technologies des images de synthèse sont en affinités en temps réel avec les habitants et les parties prenantes.

### **L’intelligence collective au centre d’une pratique en Belgique**

Pourquoi ? Pour relever les défis contemporains en faisant travailler ensemble citoyens, collectivités territoriales et experts. Cette démarche dépasse largement le champ de l’urbanisme et de l’architecture. À titre d’exemple, Priscille Caz, animatrice de l’association Wood Wide Web a développé un projet à Bruxelles autour des arbres remarquables, et a également proposé à la Région wallonne d’utiliser une version transformée de Villes sans Limite lors des journées du Patrimoine. Repérer les arbres qui paraissent remarquables aux citoyens permet de mener de petites actions depuis la base pour les protéger, les mettre en valeur et ainsi transformer les paysages. Mais pourquoi ne pas aller plus loin et planter ensemble une forêt imaginaire à Bruxelles ? Prémices à une capitale où la nature prendrait une nouvelle place ?

### **Intervention d’Alain Renk en séance plénière (matinée)**

Les dispositifs Unlimited Cities ainsi que Wikibuilding inventés par HOST lab sont de nouveaux instruments démocratiques pour l’urbanisme qui s’appuient sur des méthodes et des technologies ad hoc. Le laboratoire d’architecture et d’urbanisme collaboratif HOST est ainsi devenu une Civic-Tech, un lieu où les technologies sont mises au service des citoyens.

Rêve ou réalité ? En Europe, Asie, Amérique Latine et Afrique, des projets développés par HOST intègrent la complexité des écosystèmes humains pour une résilience accrue. Depuis le prix Open Cities accordé par la Commission Européenne, le partenariat avec ONU-Habitat et les liens avec la Banque Mondiale, la diffusion en Open Source des méthodes et logiciels est réalisée par l’ONG internationale « 7 Milliards d’Urbanistes ». Alors que croissent à travers le monde les inégalités sociales et urbaines, il ne s’agit plus seulement de développer des locomotives territoriales attractives devant bénéficier aux espaces alentour sur des temps plus ou moins longs, mais d’inventer de nouveaux modes de développement immédiatement inclusifs.

**Yvonne FRANQUINET.** Directeur at ARCAM (Architectuurcentrum Amsterdam). She studied Drama Studies at the University of Utrecht. She worked for international renowned companies as Dogtroep and the festival Terschellings Oerol. From 2003 to 2010 she was artistic director of Huis en Festival a/d Werf, a unique organization that housed a theatre, festival and producing platform for upcoming artists in performing arts, music, visual arts and architecture. In 2013 Yvonne became the director of the Centre for Architecture Amsterdam.



### **Amsterdam, een andere proces voor ontwikkeling**

During the recession the City of Amsterdam created possibilities for private and small corporate initiatives to Self build houses. This created a window of opportunities for pioneers, civilians, artists, creative industries, developing architects, building architects and others. In the meantime recession is over and some of the qualities that arose from these initiatives are in danger of getting lost. La ville mise aujourd'hui son développement pour partie sur une nouvelle approche. Non plus les principes rigides des planificateurs, ni des mégaprojets sortis des cartons des grands développeurs privés. Le changement de paradigme, Y. Franquinet l'illustre par ces dynamiques complémentaires : Bottom-up, Top-down, Bottom-down, Top-up. Autrement dit, c'est par la combinaison de l'ascendant et du descendant que la dynamique se fertilise.

Down naar Up. Dit zijn de groepen van inwoners, de verenigingen van burgers, de uitvinders van nieuwe oplossingen die samenwerken. Het gaat niet alleen om de promotie van hun projecten, voor een deel inspireren ze ook de stedelijke strategie. Up naar Down. Dit betreft de verordenende plannen van de overheden, maar ook de projecten die de klassieke actoren, ontwikkelaars, architecten, bouwers bevorderen; zij worden uitgenodigd om nauwer samen te werken naar een opwaartse momentum voor hun visies- en projectuitwerking. Het is daarom een creatieve meerwaarde en een revolutie in de overkoepende gedachteontwikkeling.

Concrètement, comment cela se passe-t-il ? Des appels à projets ou à initiatives sont régulièrement lancés : les lauréats sont regroupés si possible selon les thèmes qui apparaissent complémentaires. Pour cela, des séances de Crash training sont organisés (une demi-journée), suivis de Workshops de 2 ou 3 jours. C'est une sorte de Placemaking visant avant tout la forte implication des acteurs. En finale, les instances sélectionnent les projets qui leur paraissent viables et contributeurs de la dynamique. Ils les aident à trouver un terrain, un site adéquat.

Souvent, il s'agit de projets portés par une vingtaine d'acteurs, basés sur les principes de l'économie circulaire et l'intégration sociale. Ils mènent (une partie au moins de) leur projet sur le mode Do it together.



Illustrons par ces deux images. « De Ceuver » est un site anciennement portuaire, dans la partie nord d'Amsterdam. Ce vaste site accueille différents initiatives, au départ souvent festives ou profitant d'occupations temporaires. Ce type de site malléable au changement s'ouvre à des événements culturels, mais aussi à des petits projets. Puis ces activités se pérennisent. Les bâtiments trouvent ainsi une affectation pérenne, et s'étendent, ce qu'illustre notamment l'arrivée de logements-containers. Sur ce même site, Buiksloterham : cet immeuble neuf a été construit par entreprises pour le gros-œuvre (CASCO), sans équipements ni finitions de parachèvement ; ce sont les coopérateurs, les futurs habitants qui réalisent ceux-ci sur le mode collaboratif. De tels projets sont nombreux à Amsterdam. Ils posent deux questions : un, les terrains malléables deviennent moins nombreux ; deux, les jeunes architectes ou autres promoteurs de tels projets sont parfois exploités, car l'énergie mise à les imaginer, les rendre viables, n'est pas toujours récompensée.

**Piet VAN MEERBEEK.** Socioloog en verantwoordelijk voor projecten rond leefmilieu en bewonersinspraak bij BRAL, stadsbeweging die ijvert voor een duurzaam Brussel. Piet heeft meegewerkt aan participatieve projecten als Wijkcontracten en steunt bewonersinitiatief van onderuit. Ligt aan de basis van het concept "Selfcity" in Brussel.



## Selfcity voor Brussel

Meer en meer burgergroepen mobiliseren zich om goederen te delen of om te hergebruiken: gebruik in plaats van bezitten; met doelstellingen voor welzijn en democratie. Zij willen collectief beslissen en daarbij fungeren ze als echte scholen voor democratie en empowerment. En dit geldt voor alle gebieden en alle kringen van de bevolking. De professionals in gebiedsontwikkeling beginnen te vertrouwen in deze opkomende initiatieven ter bevordering van alternatieve benaderingen van stadsrevitalisatie.



CitizenDev : asset based community development



CitizenDev, analyse en groupe: articuler les atouts bottom-up avec les réseaux et pouvoir publics

Avec une ouverture d'esprit, une culture de cocréation et des méthodes expérimentées de soutien, les quartiers peuvent être développés de manière Bottom-up. Un exemple de ces méthodes : Asset Based Community Development. Elle base le développement urbain sur l'inventaire des atouts, des capacités et des rêves des gens.

Depuis quelques années, l'association BRAL active à Bruxelles a développé une base de données de ces initiatives qui partent de la base. Elles sont regroupées sous l'appellation de Selfcity, très explicite. C'est en fait une nouvelle génération d'initiatives citoyennes.

Avant, les citoyens exprimaient leurs points de vue, souvent en s'opposant à des projets publics ou privés. Ils avaient foi dans la capacité des autorités à arbitrer. Aujourd'hui, ils perdent patience, veulent faire la ville eux-mêmes, et passent donc à l'action. Ils plantent des potagers, récupèrent des invendus ou divers déchets réutilisables, ils gèrent des occupations temporaires de terrains ou de bâtiments.

## **Discussion**

Qui fait la ville ? Les participants partagent la perception que d'autres catégories d'acteurs deviennent de plus en plus actives dans la sphère du développement territorial. A la fois, ils déploient des outils pour recenser les initiatives (Selfcity, DeweyMap, etc.), et font eux-mêmes sans attendre que les autorités ne dictent leurs choix. L'urgence est leur leitmotiv, car les défis sont aux portes, sur la question du climat, de la mobilité, ou encore des inégalités. Quelle dimension donner à cette dynamique d'Empowerment ?

D'autre part, les urbanistes sont-ils en capacité de fédérer ces visions et d'amorcer à cet effet des approches transversales et pluridisciplinaires ? Cela suppose qu'ils s'approprient des outils et des méthodes différentes ; notamment pour percevoir, anticiper les besoins en émergence, et mettre les conditions en pace pour que les idées ou les projets se réalisent.

Certaines villes sont en avance (Amsterdam), elles explorent le potentiel de ces énergies créatrices. D'autres restent encore insensibles ou timorées. L'implication des acteurs innombrables ou nouveaux suppose une réceptivité, une ouverture, une foi dans le dialogue. Cela suppose aussi un changement des modèles d'action.

Ainsi, la réorientation de certaines villes chinoises illustre la recherche d'autres modèles que celui issu de la pensée fonctionnaliste. Celle-ci montre sans cesse ses limites, et génère aujourd'hui davantage de problèmes que de solutions.

Le « retour à la ville européenne », dans sa capacité de dialogue et d'auto-détermination (le pouvoir de la ville sur elle-même), s'appuie ainsi sur une citoyenneté qui contribue à restaurer le lien social et sociétal, dès lors que l'on agit en termes de cohésion entre citoyens et que l'on dépasse sur « l'entre soi ».

Comment dynamiser le « faire local » ? Et mobiliser le territoire au profit de l'économie de proximité, de l'économie circulaire, etc. Comment stimuler ces pratiques à partir des nouveaux usages ? De nouvelles pratiques économiques se multiplient, attentives aux nouvelles valeurs de la coproduction et du partage. Concepteurs et constructeurs inventent d'autres manières de répondre aux nouveaux usages, et s'appuient sur des nouvelles méthodes de travail, technologiques ou sociétales.

La question de la production de biens prend ici sa place, après des décennies pendant lesquelles ces activités productives ont été chassées de la ville. L'économie circulaire, à travers le recyclage permanent des ressources, peut-elle prendre en compte la résilience urbaine ? Quel impact sur la création ou la réutilisation de l'espace ? Que peut-on produire dans la ville ?

**Animateur : Renaud Daele, urbaniste et environnementaliste. Associé et directeur des études urbanistiques et environnementales du bureau AUPA SPRL.**

### **A.2. Productieve gebieden.**

Hoe kunnen we de lokale productie een boost geven? En de ruimte aanwenden ten gunste van de lokale economie, de circulaire economie, enz.? Hoe kunnen we deze methoden van nieuw ruimtegebruik stimuleren? Deze nieuwe economische praktijken vermenigvuldigen zich snel en hebben aandacht voor de nieuwe concepten van coproductie en delen. Ontwerpers en aannemers vinden andere manieren uit om te reageren op nieuwe toepassingen. Zij verlaten zich hierbij op nieuwe technologische of maatschappelijke werkmethoden. Na decennia waarin deze productieve activiteiten uit de stad zijn verdreven is kwestie van de productie van goederen terug relevant. Kan de circulaire economie via de permanente recycling van hulpbronnen rekening houden met stedelijke veerkracht? Wat is de impact op het creëren of de recyclage op de ruimte? Wat kunnen we produceren in de stad?



**Kristiaan BORRET.** Maître architecte (Bouwmeester) de la Région de Bruxelles-Capitale. Il est en fonction depuis 2015, après avoir occupé celui de Stadsbouweester de la ville d'Anvers. Il est également Supervisor Oostenburg pour la Ville d'Amsterdam. Dans sa note d'orientation rédigée dans le cadre de son mandat actuel bruxellois, Kristiaan identifie la thématique de la « Ville Productive » comme l'un des axes prioritaires de sa mission. « Fabriquer la ville productive - Comment aller vers la ville mixte de demain, qui intégrerait les activités productives ? Négociation, mix de compétences, hauteur de vues : c'est la recette de l'équipe Canal qui sensibilise les acteurs sur le terrain »

## Produire en ville, c'est la rendre utile et durable

Alors qu'ailleurs en Europe, l'activité productive est chassée en périphérie des villes, Bruxelles s'exemplifie en tentant de conserver l'activité industrielle en son sein, notamment le long du canal. Force est de constater que les entreprises et ateliers, la logistique, les activités d'entretien et de réparation font tourner le métabolisme urbain. Ce type d'activités « derrière les coulisses » doit être considéré comme une spécificité essentielle à la ville, au même titre que le « devant de la scène » des bars, magasins et développements immobiliers que nous qualifions volontiers de renaissance urbaine.



Si la ville est un lieu de production, alors cette fonction a besoin d'espaces, pour la construction, et notamment ses lieux de dépôts de matériaux, de traitement ou de conditionnement de ceux-ci, ou pour les équipements et leur assemblage ou leur réparation. Pour les services urbains ; on pense aux imprimeries, aux fournisseurs de matériel de bureau, aux réparateurs de matériel informatique. Pour la micro-économie, celles des commerces de proximité, des artisans de tout type, et plus spécifiquement ceux liés aux métiers de bouche. Pour l'économie du futur, aux innombrables microentreprises naissantes dans des domaines de l'innovation, aux start-ups, etc.

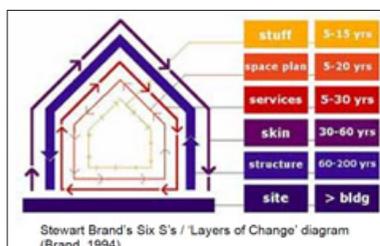
Comment organiser la rencontre entre leur demande d'espaces, et des lieux appropriés ? Comment faire à l'égard des plus grandes entreprises et leurs besoins parfois conséquents ? Il y a la nécessité d'une plus grande transversalité entre les instances publiques. Illustrons. L'importance de la construction en ville nécessite qu'elle s'imbrique dans un système d'économie circulaire, basées sur l'usage de matériaux durables, de tris, de recyclage des déchets de construction,... Citydev met en place une imbrication de ces missions économiques et de production de logements dans des projets mixtes. Exemple, le site Tivoli, dont il sera question dans cet atelier.



**Vincent BASUYAU.** Ingénieur diplômé de l'École des Mines de Douai. Durant plus de 30 ans, il a été le directeur d'entreprises de matériaux de construction naturels et recyclés en Afrique, Europe et au Moyen-Orient. Depuis 2014, Vincent Basuyau est responsable des Politiques Construction Durable à la Direction Générale du Marché intérieur, de l'Industrie, de l'Entrepreneuriat et des PME de la Commission Européenne. Vincent contribue aux politiques européennes en matière d'économie circulaire et d'utilisation des ressources dans la construction ; il a notamment participé au Guide Européen de Gestion des Déchets de Construction et de Démolition, et au référentiel d'Audits Déchets avant Travaux.

## L'Europe peut-elle contribuer à l'économie circulaire ?

Quels sont les objectifs des politiques et des législations européennes en matière d'utilisation efficace des ressources et d'économie circulaire dans la construction ? Celles-ci se sont notamment traduites par la publication du « Guide européen de gestion des déchets de construction et de démolition », ainsi qu'un référentiel d'audits déchets avant travaux. Mon unité au sein de la Commission est aussi en charge des dossiers de compétitivité internationale des entreprises européennes de construction. Notre action s'inscrit dans le cadre de l'agenda urbain de l'Union européenne.



Le recyclage des matériaux pour la construction atteint déjà un taux important. Mais est-ce toujours dans l'optique d'une valorisation optimale des ressources que celles-ci représentent ? Comment promouvoir davantage l'économie circulaire dans ce secteur ? Cela nécessite de réfléchir sur les durées de vie des composants de la construction. Et de partager les potentiels avancés que ce processus engendre : en termes d'emploi, de croissance et d'investissement. 3,9 millions d'emplois ont été créés, la valeur ajoutée (en 2014) représente 141 milliards, avec une croissance de 6,1% en deux ans, et les investissements directs privés sont estimés à 15 milliards. La Commission ne peut pas tout, elle est dépendante des Etats, qui sont compétents en la matière. Mais son guide, son référentiel ainsi que la diffusion des bonnes pratiques permettent de sensibiliser et d'encadrer efficacement le déploiement de cette approche durable.

**Benjamin CADRANEL** est l'Administrateur général de citydev. brussels. Cet organisme public, en charge du développement urbain de la Région de Bruxelles-Capitale, a pour objectif de faciliter l'hébergement et l'intégration des entreprises dans le tissu urbain durant leurs différentes étapes de développement. En 2018, CITY-DEV a inauguré un réseau de trois Fablab publics destinés à promouvoir la fabrication numérique en ville. De plus, cette structure pilote le projet Irisphère, programme par lequel elle encourage les démarches circulaires entre les entreprises qu'elle accueille.



## Agir à Bruxelles, pour la rendre productive ?

L'exposé de Benjamin Cadranel en début de matinée (puis de Marc Renson en fin de matinée) porte sur la démarche de Citydev face à cette question : comment traiter de manière transversale la question de la production dans la ville ? Y répondre, c'est devoir intégrer les différentes facettes du développement urbain. C'est dans cette optique que certains sites sont développés. D'abord en promouvant la mixité fonctionnelle, mais aussi les possibilités d'interactions entre celles-ci. Ainsi le site Tivoli Green City, en instance de finition. Il accueille à la fois des logements de différentes catégories (sociaux notamment), mais aussi des locaux d'activités. Le choix a été fait d'y privilégier les activités orientées vers le développement durable. A la fois productives, mais aussi de formation et des savoirs, en lien par exemple avec Irisphère.

D'autres sites accueillent d'autres innovations, à CityGate, NovaCampus, Bridge-City notamment. On essaie à chaque fois de leur donner une vocation affirmée, que seules l'expérience et ses dynamiques peuvent soit confirmer, soit faire évoluer vers d'autres thématiques.



On ne peut cependant réduire l'économie circulaire à de telles bonnes pratiques. Celle-ci s'inscrit en fait dans une vision de l'économie renouvelée. Citydev développe à cet effet différents champs d'actions innovantes. Premièrement, le « BAM », ce bâtiment à affectations multiples.

Cette réalisation prend place sur le site Citygate, l'ancien site de production des pralines Leonidas, non loin de la Gare du Midi. A côté d'une centaine de logements moyens, de lieux d'accueil pour la petite enfance et d'un espace polyvalent, ce vaste site accueille un bâtiment évolutif. La construction s'opère par un système constructif fait de poteaux et de poutres. Le bâtiment est livré au stade du gros-œuvre fermé : l'intérieur est à aménager en fonction des utilisations, définitives ou transitoires. Parmi celles-ci, bien évidemment la production : la hauteur sous plafond est de six mètres, elle permet le stockage ou la production ; et tout ou partie du volume peut être divisé par une mezzanine pour accueillir des bureaux. Ce BAM permet de faire cohabiter différentes entreprises, dont on ignore pour l'heure le cycle de vie ou les fonctions économiques précises. Il s'agit d'un premier essai, que seule l'avenir confortera ou fera évoluer. Agir sur la ville productive, c'est aussi développer un réseau de FabLabs, des espaces collaboratifs orientés vers la créativité venant des initiateurs. Ou encore une série de bâtiments permettant l'accueil de très petites entreprises.

## **Discussion**

Lors des débats, les aspects suivants ont été relevés. Les intervenants ont tous trois manifesté une approche à la fois sensible et complémentaire. Les participants s'accordent sur la notion de ville productive, et sa nécessité. Une série de réalisations existent déjà, et des protocoles se mettent en place un peu partout pour accueillir le « non-tertiaire ». Le transport y gagnera en termes d'efficacité économique et d'impact sur l'environnement. Pour autant, des questions subsistent.

Comment organiser le matching entre les lieux et leurs affectations urbanistiques, et la demande d'espaces productifs, parfois le fait de grandes entreprises ? Notamment dans les ZEMU (zone d'entreprise en milieu urbain) à Bruxelles, via le PRAS ?

Comment les habitants dans les quartiers vont-ils vivre cette cohabitation ? Elle fait suite à des difficultés liées aux impacts de ces entreprises sur le milieu de vie. Vont-ils accepter, en cas de construction neuve, d'habiter au-dessus d'ateliers et dans des zones où affluent les camionnettes et camions de livraison ?

En quoi la production de demain sera-t-elle différente de celle d'hier ? Y-a-t-il une place pour le Bottom-up dans cette vision ? Chaque cas s'avère certes différent, mais une attention soutenue devra être consacrée à ces questions.

Quelle nouvelle relation entre nature et ville s'amorce ? Et ce à partir de projets innovants mariant nature et bâti, de processus nouveaux écosystémiques, notamment alimentaires. Nos territoires sont devenus des espaces hybrides, aux métabolismes complexes. Pourraient-ils devenir demain des territoires métaboliques ? De nouveaux modèles s'affirment, alliant modes de production alimentaire, perception nouvelle de nos paysages productifs, modes de consommation responsables, transformation soutenable des produits. D'une part, ces modèles transforment la ville et son rapport à la périphérie, notre rapport aux paysages et notre responsabilité de citoyen-consommateur. D'autre part, la ville produit des biens et des services : elle nécessite une approche multiscalaire, proche des réseaux citoyens et des démarches locales. Comment prend-elle appui sur les technologies numériques et l'économie circulaire pour relier aires urbanisées et aires agricoles ? Comment ces aires s'articuleront-elles pour recréer un métabolisme des territoires ?

**Animateur : Jean-Christophe Culot, architecte et urbaniste au bureau Baumans-Deffet à Liège**

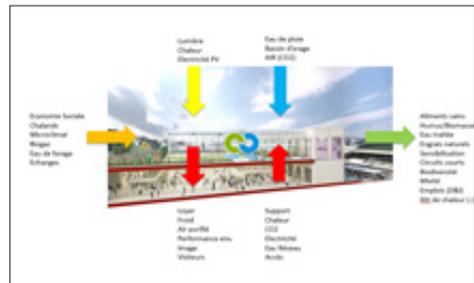
### **A.3. Vruchtbaar gebied.**

Welke nieuwe relatie bloeit er open tussen natuur en de stad? En dit vanuit innovatieve projecten die natuur, de bebouwde omgeving en de nieuwe ecosysteem-processen combineren, met name voor de productie van voedsel. Onze stedelijke gebieden zijn hybride ruimtes geworden met een complex metabolisme. Nieuwe modellen eisen hun plaats op. Het is een combinatie van voedselproductiemethoden, een nieuwe perceptie van onze productieve landschappen, een verantwoorde consumptie en een duurzame verwerking van producten. Aan de ene kant veranderen deze modellen de stad en haar relatie tot de periferie evenals onze verhouding tot het landschap en onze verantwoordelijkheid als burger-consument. Aan de andere kant produceert de stad goederen en diensten: dit vereist een meerschalgige aanpak dat dicht bij de burgernetwerken en lokale acties staan. Hoe kan men steunen op digitale technologie en circulaire economie om stedelijke en agrarische gebieden met elkaar verbinden?

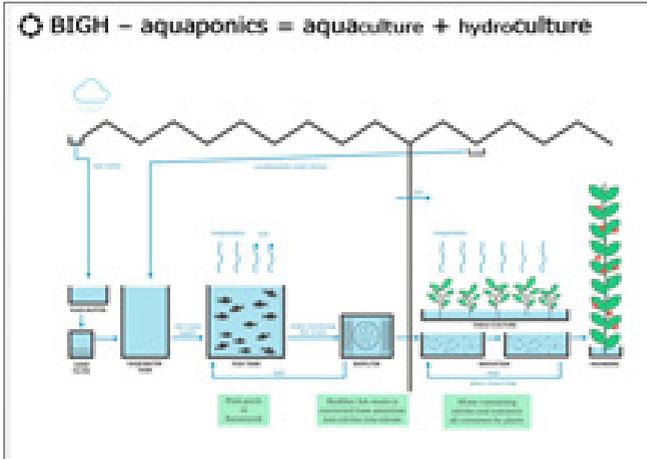


**Steven BECKERS.** Architecte, fondateur de Lateral Thinking Factory Consulting, qui intervient notamment en Assistance en Maîtrise d'Ouvrage au niveau internationale pour implémenter Cradle to Cradle / et économie circulaire. Il est l'initiateur de Building Integrated Greenhouses (développement et production de fermes aquaponiques urbaines). Référent européen de l'Economie Circulaire/ C2C, visionnaire et entrepreneur, Steven Beckers applique, autant qu'il les enseigne, les changements de paradigme en matière de développement urbain à l'international (Europe, Chine, Ethiopie, ...). Steven est aussi conférencier au sein de multiples universités (TUdelft, TUMunich, ULB BATir, EAIBC Addis Abeba, ...) et d'organisations internationales (Marine Technology Trade, ...).

L'agriculture urbaine selon l'économie circulaire et le concept de C2C – Cradle to Cradle embrasse de nombreuses dimensions, bien au-delà des aspects immobiliers. Et notamment la construction, les matériaux, l'énergie, l'eau, l'air, la production de CO<sub>2</sub>, la logistique urbaine, l'emploi, la cohésion sociale et la rentabilité économique afin de permettre de renforcer la résilience urbaine. Si on étudie les éléments en silo, c'est l'échec, car les vertus d'une ou certaines dimensions vont se heurter aux impasses des autres. Il faut les mettre en relation au sein d'un système productif et autonome.



La « Ferme-Abattoir » à Anderlecht, sur le site des Anciens Abattoirs a été inaugurée récemment. Le bâtiment fait une surface de 4.000m<sup>2</sup>. C'est une réalisation de mon bureau de développement BIGH. C'est est un exemple de ferme aquaponique, qui répond à la plupart de ces aspects. Avec le projet réalisé à Berlin, c'est parmi les premiers exemples européens en la matière.



Je vous propose quelques images qui en présentent les caractéristiques. On voit que l'approche systémique est privilégiée, et se déploie à travers la densité des interactions. Les circuits sont notamment la récupération des eaux issus de la pisciculture (aquaponie), qui sert à fertiliser les sols de cultures en terrasse (hydroculture). Les légumineuses cultivées en terrasse sont vendues dans le marché au rez-de-chaussée, ou servent aux menus préparés par le restaurant qui est intégré dans le bâtiment. En matière d'interactions, citons encore la production d'énergie d'origine solaire, également consommée sur place. Ces cercles vertueux permettent à la ville de s'inscrire dans une logique d'autoproduction.



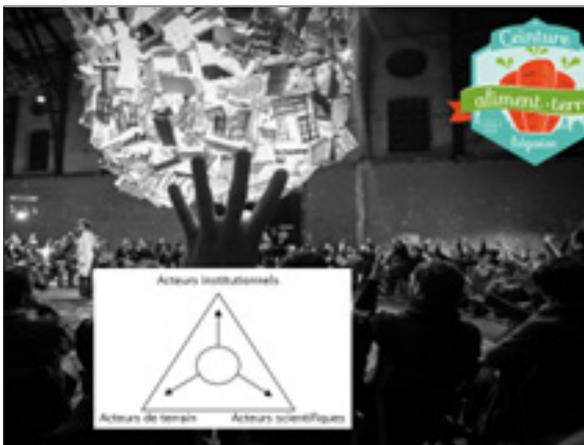


**Pierre FONTAINE.** Urbaniste aménageur à la Ville de Liège. Après avoir travaillé comme chercheur à l'ULB et à la Conférence Permanente de Développement Territorial (CPDT) de Wallonie, Pierre Fontaine rejoint la Direction « Développement stratégique » de la Ville de Liège en tant qu'expert en 2014. En 2017, Pierre a participé à l'élaboration du Schéma de Développement de l'Arrondissement de Liège.

A Liège (200.000 habitants, 700.000 au niveau de la Métropole), la « Ceinture aliment-terre liégeoise » émane d'une coalition d'acteurs citoyens, économiques et culturels. Ils sont engagés depuis 2013 à faire monter en puissance la production locale et le circuit court. Depuis lors, les potagers collectifs se multiplient à la périphérie de la ville.

Les multiples petits projets passent par le tamis de la discussion collective et font également appel à l'intelligence collective ; celle-ci implique notamment le monde universitaire et de nombreux acteurs, publics ou privés.

A présent, la stratégie territoriale de Liège-Métropole pérennise l'initiative. A l'horizon de vingt ans, il s'agira de couvrir 50% des besoins alimentaires des ménages en mobilisant 10% des sols à cet usage ; et pour ce faire, il s'agit d'acquérir ou de reconverter 100 ha par an pour la production alimentaire, et d'encadrer la création de 5.000 emplois. Dans cette région durement frappée par la restructuration industrielle, c'est une ambition fertile !



La démarche nécessite donc de créer une « alliance ville-campagne », et cela suppose de multiples actions : faciliter l'accès au foncier, développer la filière de formation, accompagner le lancement d'activités, construire la logistique de la filière en circuit court, suppléer aux chaînons manquants de la filière alimentaire, assurer le financement des projets, sensibiliser et éduquer aux enjeux liés à l'alimentation (santé, écologie...), mobiliser les acteurs politiques et institutionnels, favoriser une implication citoyenne « multi-dimensionnelle ». Les chantiers sont alors découpés en plans d'action qui enclenchent une dynamique à long terme.

L'agroécologie n'est plus la simple production alimentaire, mais vise l'ensemble du système alimentaire : de la production à la consommation, en passant par le transport des marchandises et surtout en prenant en compte les particularités des cultures et des humains qui le font vivre. Elle fait donc converger des disciplines comme l'écologie, la biologie, l'agronomie, mais aussi l'économie, la politique, la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, etc. Nous sommes bel et bien dans une démarche systémique et transdisciplinaire, reposant sur un véritable projet de société, et qui n'hésite pas à revendiquer la dimension politique d'une telle démarche. L'agroécologie ne veut plus être cloisonnée à la simple agronomie, elle s'ouvre à toute la société pour éviter de voir son avenir confisqué par un débat d'experts. Autrement dit, l'agroécologie conçoit des systèmes alimentaires basés sur les principes du vivant (cycles, rythmes, relations entre organismes, etc.), en plaçant l'humain, et en particulier le cultivateur, au cœur du projet.



**Anne BEGON.** Architecte-urbaniste, Team Coordinator Urban Planning Office - Matexi. Après avoir exercé 9 ans comme indépendante, elle rejoint le groupe Matexi en 2010 en tant qu'Urbaniste, chef de projet. Elle contribue et prend part au développement de nombreux dossiers de moyenne et grande envergure. Elle participe activement à plusieurs PPP (Partenariat Public Privé), notamment le Dialogue Compétitif lancé par la Région Wallonne en 2013 sur le site des Anciennes Sucrieries de Genappe. Avec son équipe, Anne est aujourd'hui chargée de guider Matexi vers un développement responsable, respectueux du territoire et en phase avec les besoins des futurs habitants.

Depuis sa création en 1945, Matexi offre à tout un chacun la chance d'acquérir une habitation abordable, durable et de qualité. En tant que leader du marché, Matexi veut offrir des réponses adéquates aux évolutions et aux défis du marché du logement. Avec des projets tels que « I-Dyle » (Genappe, éco-quartier), « 't Groen Kwartier » (Antwerpen, reconversion de l'ancien hôpital militaire) et « Clementwijk » (Sint-Niklaas, quartier durable), Matexi prend les devants en termes de grands développements urbains, de reconversion de sites et de construction durable. Projets dans lesquels l'intégration du paysage et d'espaces végétalisés sont à la base d'un rapprochement entre nature de sites et ville.



Ainsi le Masterplan de Genappe. Il intègre trois dimensions : la trame verte, la trame bleue, et la dimension topographique. Ainsi, une approche sensible se dégage, dessine les contours du projet. Le projet à Anvers, appelé « 't Groen Kwartier », travaille sur des bases identiques pour les différentes trames. Il a les caractéristiques suivantes : 8 ha dans le centre d'Anvers, dont 1,65 ha d'espace vert public et 345 arbres plantés; 420 unités résidentielles basés sur la mixité ; pas de circulation de voitures, mais 492 places souterraines ; des espaces pour activités socioculturelles et horeca. Enfin, le projet « Clementwijk », sur le site de Terneuzenwegel à Sint-Niklaas, un projet est en cours d'élaboration, et présente une approche semblable.

## **Discussion**

Les participants partagent le fait qu'il faut abandonner la vision « en silo ». Cela suppose que l'on agisse pour mettre en réseau les acteurs d'un système productif et autonome. Quelle autonomie auront les acteurs, par rapport aux autorités ? Comment celles-ci peuvent-ils s'y prendre pour favoriser ces liens fertiles ?

L'important, c'est l'impulsion de départ. Les aides publiques devraient alors s'orienter vers ces tâches d'animateur de « co-développement ». La question du foncier a également toute sa place, elle doit reposer sur une vision de la ville. Mais celles liées à la réversibilité, à la flexibilité des équipements se posent également. Comment les plans d'urbanisme peuvent-ils prendre en compte ces dimensions ?

Autre aspect discuté : celui de la nature dans et autour de la ville. Les différents projets expriment les facettes de ce défi qui est global, et par rapport auquel les urbanistes ont à exploiter les possibilités de remettre le vivant au cœur des projets.

# SESSION PLEINIÈRE (MATIN)

**Comment préparer les acteurs de la conception des territoires aux nouvelles approches ? Ou les accompagner via des formations continues ? Car les savoirs nécessaires ne cessent de s'élargir : développement du partage, économie circulaire, mobilité hybride, traitement des paysages, etc.**

## **Anne REKKERS, VRP**

VRP is de Vlaamse Vereniging voor Ruimte en planning. Die groepeerst sinds 1997 ruimtelijk planners en stedenbouwkundigen uit Vlaanderen en Brussel. Onder de ca. 1.000 leden bevinden zich vaklui uit de academische wereld, de privésector en overheidsdiensten. Daarnaast zoekt de VRP ook aansluiting bij disciplines, organisaties en activiteiten op het raakvlak van stedenbouw en ruimtelijke planning (wonen, mobiliteit, open ruimte, economie, wetgeving, monumentenzorg, vastgoed, natuur, toerisme, gezondheid ...).

Onze activiteiten voor vorming worden benadert met de volgende attenties. Als lerend netwerk streeft de VRP naar een breed draagvlak voor kwaliteitsvolle en duurzame stedenbouw en ruimtelijke planning. Via contactmomenten, uitwisseling en netwerking wil de VRP kennis over het vakgebied verzamelen, verdiepen en verspreiden. Voor wat betreft de thema van vandaag, wil ik enkele van onze activiteiten voorstellen.

Tot wie richten we ons? Iedereen die professioneel een ruimtelijke impact kan hebben. Dat wil zeggen: Stedenbouwkundig ontwerpers & ruimtelijk planners, Lokale besturen (stedenbouwkundig ambtenaar, schepen), AG's, intercommunales, Provincies, Verschillende diensten en beleidsdomeinen van de Vlaamse overheid, Middenveldorganisaties, (Studenten). Met welke benadering en methode? Brede thema's: stadsvernieuwing, kernversterking, duurzaam ontwerp groene ruimte ... Kleine groepen. Diversiteit in deelnemers. Maximale ervaringsuitwisseling. Onze credo? Je kan niet alles weten! Dus moeten wij aandacht hebben voor multidisciplinaire samenwerking, zoek lokale kennis (burgers!), en belang van regioerol.



**Jean-Marie HALLEUX, professeur à l'Université de Liège, où il enseigne la géographie économique et le développement territorial.**

Trois aspects sont à souligner: le déficit d'expertise ; la typologie des formations ; le modèle dit « APERAU » vers lequel tendre, notamment dans le cadre du thème de ce Forum. Déficit d'expertise ? Le paysage européen est disparate, entre les pays à forte densité de population, et ceux dans lesquels celle-ci est plus diffuse : ils rencontrent des problèmes semblables, mais dont l'importance relative des thématiques diffère. La compréhension des mécanismes à l'œuvre, de plus en plus complexes, inquiète.

Typologie des formations ? A la suite de la question « d'où viennent les professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement ? », on peut dresser une typologie : type 1 – absence ou l'insuffisance de formation spécifique ; type 2 – les formations interdisciplinaires en urbanisme ; type 3 – la spécialisation des disciplines historiques : vers la professionnalisation ; type 4 – les «nouvelles» disciplines : vers la fragmentation ?

Illustrant l'absence ou l'insuffisance de formation, le résultat de ce sondage interpelle ! (source : formation CPDT des CATUS de 2013). Qui comprend la notion des charges d'urbanisme ? Seul un tiers des sondés affirme avoir une bonne compréhension du mécanisme et de ses applications.

Les formations interdisciplinaires que l'on peut citer sont dispensées notamment à l'UCL (LOCI Urbanisme et aménagement du territoire), et à l'ULG (même intitulé). Ou encore à l'ISURU.



Les formations spécialisées sont dispensés également à l'UCL ou l'ULG, et également à l'U-Mons, à travers des Masters spécifiques ; ce sont des cursus orientés vers la professionnalisation. Pour le dernier type, « les nouvelles disciplines », on peut craindre une fragmentation, par l'approche « à la carte » qui s'organise. Il s'agit par exemple de l'orientation « Smart Rurality » proposé par l'U-Namur, celle dispensée en horaire décalé sur le thème du management territorial par l'ULB et l'U-Mons, le nouveau Certificat lancé par l'UCL en collaboration avec divers acteurs.

Alors, le modèle proposé par l'APERAU (Association pour la promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche du monde francophone) semble bien faire sens. Voici les principes fondant sa proposition. Un, la nécessité d'assurer la visibilité des professionnels. Deux, la construction d'une interdisciplinarité permettant l'émergence d'une culture commune. Trois, l'implication de professionnels de l'AT aux côtés des universitaires et assimilés. Quatre, le développement de la recherche dans ce champ. C'est dans cette voie que l'ULG se positionne aujourd'hui.





Comment stimuler le bien-être local et la cohésion sociale, et garantir la sécurité ? Comment proposer aux citoyens d'agir en ce sens, aux côtés des acteurs publics ? Quels principes, quelles méthodes d'intervention sur l'espace ? Dans des territoires de plus en plus distendus, face à la fracture sociale liée à la montée des inégalités, les réflexes de replis se multiplient : les espaces publics se désertifient, les manifestations de la vie sociétale marquent le pas, la solitude devient un problème majeur, la ville fait peur à de nombreux habitants. Comment reconforter ces sentiments d'insécurité, de rupture du lien entre les gens, de défiance généralisée ? Car dans le même temps surgissent de nombreuses initiatives pour tenter de recréer du lien et surtout restaurer une certaine cohésion sociale ; elles proviennent souvent « de la base » ou émanent de collectivités locales, pour proposer aux citoyens d'agir. Quels principes, quelles méthodes d'intervention ? Notamment sur les espaces publics ou verts, par la création de lieux permettant une certaine médiation, etc. Plus généralement, il s'agit d'encourager les citoyens à s'approprier ces espaces, voire les charger de les concevoir, de les aménager ou de les entretenir. Cela suppose une autre manière d'agir, pour entrer dans un processus de co-construction des lieux ouverts aux publics. Quelles compétences, quelles pratiques s'avèrent nécessaires ?

**Animateur : Julien Courjault-Rade, Géographe et urbaniste. Attaché aux Espaces verts à Bruxelles Environnement.**

#### **A.4. Ruimte om te leven**

Hoe het lokaal welzijn, de sociale samenhang en het zorgen voor veiligheid stimuleren? Op welke wijze kan aan burgers worden voorgesteld om hiertoe, samen met de overheden, initiatief te nemen? Welke principes, welke methoden van ingrijpen in de ruimte? Een ruimte die steeds ontoereikender is, met een sociale tweedeling met een toenemende ongelijkheid, roept heel wat bedenkingen op: de openbare ruimte verschaalt, het sociale leven komt tot stilstand, eenzaamheid wordt een groot probleem, de stad beangstigt veel mensen. Hoe kunnen we deze gevoelens van onveiligheid, het verdwijnen van de banden tussen mensen, en het wijdverbreide wantrouwen tegengaan? Tegelijkertijd ontstaan vele initiatieven die proberen de banden tussen mensen te versterken en de sociale cohesie te herstellen; ze komen vaak van onderuit of zijn afkomstig van lokale organisaties om burgers actie te laten ondernemen. Welke principes, welke methoden van interventie kan men gebruiken, meer bepaald voor openbare en groene ruimten, door het creëren van plaatsen van ontmoeting, enz.? Meer in het algemeen komt het erop aan de burgers aan te moedigen om zich deze ruimten toe te eigenen, om het ontwerp ervan op zich te nemen, om deze ruimten aan te leggen of te onderhouden. Dit vraagt een andere manier van aanpak en die een co-constructieproces voor de openbare ruimten introduceert. Welke vaardigheden, welke methoden zijn hiervoor nodig?

**Jean-Christophe LIPOVAC.** Urbaniste de formation, Jean-Christophe Lipovac est l'actuel directeur du projet Transition écologique et sociale de la ville de Grande-Synthe (France) à la Mairie de Grande Synthe .Avant cela, il a été le coordinateur des Programmes et de l'Innovation au Centre Ressource du Développement Durable des Hauts-de-France (le CERDD). Au sein du CERDD, Jean-Christophe a notamment lancé et contribué à la Collection Urbanisme durable, ou encore initié et participé à l'animation d'un Groupe de Réflexion et d'Action sur le thème « Villes durables et Nouveaux Modèles Economiques ».



La ville de Grande-Synthe dans le nord de la France s'est développée comme alternative aux tendances de l'époque des années '60 : elle est une des « villes nouvelles » conçue à ce moment. Cette vision de la ville fut bâtie sur un principe de dédensification et d'extension continue de l'urbanisation, pour notamment remplacer les immeubles vétustes dans les cœurs des villes par des parcs verts en ville et augmenter l'offre de logement en périphérie. Ville de 23.000 habitants, sa conception a été gouvernée à l'époque par les politiques sociales répondant à une urgence environnementale.

Depuis lors, Grande-Synthe a connu une transition en double rapport ville -habitants, habitants-ville. On a redécouvert que les habitants sont les leviers de la ville, et celle-ci est le levier pour les habitants. Les élus ont donc modifié leur vision de la ville, non plus basé sur leur vision de la ville et de son futur, mais sur celui des habitants.

De quoi ceux-ci ont-ils réellement besoin ? Les élus ce sont donc posés certaines questions afin d'établir une vision prospective de leur ville, prenant en compte le nouvel air du temps. Comment se porte la ville économiquement, écologiquement, socialement ?



En mobilisant l'important foncier public, dans des lieux centraux ou en couronne de la ville, Grande Synthe a réussi en quelques années à faire pulluler les jardins potagers. Dans cette ville durement touchée par le chômage et avec un seuil de pauvreté proche des 31%, la dimension sociale est fortement présente. Les terrains sont donc proposés en priorité aux habitants moins aisés, qui complètent ainsi leur approvisionnement par l'autoproduction. On renoue ainsi avec la tradition des jardins ouvriers !

Autour de Grande Synthe, on aperçoit bien la large ceinture qui entoure la ville ; c'est l'ancienne réserve frontière prévue à l'époque pour d'éventuelles extensions. A présent, des nouveaux vergers y sont massivement plantés, remplaçant progressivement les arbres improductifs du type peuplier. Au milieu de cette nouvelle ceinture alimentaire, un vaste terrain de 9 hectares a été acquis : il accueillera au fur et à mesure des potagers collectifs, une ferme destinée à la formation des nouveaux maraîchers locaux, et servira également de marché bio. La ville dispose donc aujourd'hui de près de 127m<sup>2</sup> d'espaces verts par habitant, en gestion différenciée. Elle s'est dotée, de plus, d'une trame verte, basée sur la culture de légume et ce par ses habitants. Alors, tirons les leçons : la prospective nécessite de disposer d'un rétroviseur, afin de déchiffrer ce qui s'est passé ; et ceci permet d'inaugurer de nouvelles approches liées aux défis majeurs, et de ne pas réitérer les erreurs du passé.

**Serge KEMPENEERS.** Directeur de la Division Espaces Verts à Bruxelles Environnement. Après une période de recherche en écologie urbaine au laboratoire du Professeur Paul Duvigneaud et la défense d'une thèse de doctorat sur le métabolisme de quartiers urbains et leur impact sur l'aménagement du territoire, Serge Kempeneers a réalisé une étude pour le Bureau du Plan sur l'état de l'environnement en Région Wallonne. A Bruxelles Environnement, Serge a en charge le développement des Quartiers durables dont un des objectifs est de favoriser l'accroissement du nombre d'espaces verts urbains en région bruxelloise.



Depuis 1998, Bruxelles Environnement, anciennement IBGE, appuie une politique de densification du maillage bleu et vert de la région bruxelloise. Il s'agit aujourd'hui d'une approche intégrée, inhérente même à l'existence de Bruxelles Environnement.

Quel est le rôle d'un service public chargé du développement territorial et comment répond-t-il à la gestion quotidienne d'espaces à vivre et à découvrir ?

Un des principaux constats est qu'en ville, on a besoin d'espaces verts de grande taille, afin de contrebalancer les emprises des grandes infrastructures qui engendrent de multiples coupures dans la trame urbaine. Une approche fine permet aussi de s'accorder sur une autre notion au temps, ou encore de viser à se libérer des espaces brutaux qui engendrent la violence. Il est donc nécessaire d'offrir des espaces de qualité, et de pacifier la ville. Un des chemins majeurs est d'instaurer une participation collective quant à l'usage de ces espaces, depuis la conception jusqu'à la gestion.

Car dans une ville qui se densifie et diversifie, le parc est de plus en plus sollicité. Il devient lieu de récréation active, sportive ou festive. L'espace naturel souffre de cette sur-sollicitation. Mais il doit aussi rester un réservoir de biodiversité et de régulation écologique. Sa fragilité conduit alors à prendre en compte l'éducation des plus jeunes à des comportements plus responsables sur ces lieux publics.

Alors, il y a la question de la méthode. En particulier de la manière d'impliquer les différents acteurs, thème central de votre Forum. Les métiers de la gestion des espaces naturels deviennent plus complexes, depuis le paysagiste jusqu'au gardien de parc. La co-création fait appel à de vrais partenariats qu'il faut garantir ; et à cet effet, il faut mettre en place un processus de cogestion efficace et durable.



Trois exemples. Parc Farm, à côté de Tour & Taxis, comporte une serre avec son potager sous serre, où s'entremêlent l'alimentation urbaine et les activités créatives qui s'y déploient. L'implication des riverains et des citoyens y assure une meilleure prise en compte de l'utilité et de la durabilité. Ailleurs, des activités pédagogiques sont organisées, souvent en collaboration avec d'autres acteurs, pour sensibiliser les écoliers à la question de la biodiversité. Ailleurs encore, un cabanon devient le lieu de ralliement pour diverses activités de quartier. Les métiers et les savoir-faire font donc appel à un nombre grandissant de disciplines. Car réconcilier la ville et la nature dans leurs relations intimes nécessite davantage de relations croisées.

**Christine ANDRIES.** Directrice du département Prévention et Qualité de Vie de la commune de Saint-Gilles. Depuis 2001, Christine Andries travaille dans le domaine de la gestion des politiques urbaines de sécurité. Depuis plus de 15 ans, elle coordonne divers programmes de Prévention et de Sécurité. Parallèlement à ses fonctions de directrice, Christine a également en charge un portefeuille de projets transversaux visant l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers, parmi lesquels le projet Uneus, les conciergeries de quartier, la plateforme Jeunesse et les médiateurs de rue.



A Saint-Gilles, commune très densément peuplée, différents projets visent à améliorer les rapports entre le citoyen, l'habitant, et les différents intervenants en matière de sécurité et de prévention : Police, auxiliaires, agents de prévention notamment. Pour rapprocher l'intervenant public du citoyen, les actions entreprises pouvaient être optimisées, et ce sur ces deux plans. Un, en améliorant la communication interne et externe, et en développant la transversalité et la procédure de feed-back.

Deux, en s'attachant à une vision d'ensemble quant à l'impact qu'ont les actions entreprises sur la qualité de vie du citoyen et son amélioration. Car l'amélioration de la qualité de vie dans un quartier comporte plusieurs dimensions, dont aucune ne peut être négligée : la qualité physique de l'environnement, la cohésion sociale, et la sécurité qui est devenue une exigence importante pour le « droit à la ville ».

Depuis 2012, UNEUS (Union pour un environnement urbain sécurisé) s'est attaché à développer une approche « intégrale et intégrée » mobilisant la police, la commune, la justice et les habitants.



#### Projet-pilote Uneus : Les groupes de travail

- Méthodologie
- Réorganisation des services de prévention
- Jeunesse
- Dégradation du bâti
- Interventions sur l'espace public
- Logements sociaux
- Nuisances urbaines
- Stupéfiants
- Management des enquêtes pénales de moyen terme
- Midi
- (Radicalisation violente)

La première étape du processus fut le déploiement de policiers sur une zone sensible de la commune. Avec des résultats chiffrés impressionnants. La criminalité de rue a baissé de 43,34% depuis le lancement d'UNEUS, entre 2012 et 2015. Trois équipes de huit policiers ou plus arpentent le «bas» de Saint-Gilles (entre la gare du Midi et la Barrière). Cette présence permet de donner des suites aux constats sur le terrain. Elle permet de mener une enquête de quartier à la suite d'un délit, de recontacter le plaignant, lui soumettre des photos. Si des riverains confient à l'équipe des problèmes de voirie, de poubelles ou de voisinage, on peut faire remonter l'information vers la commune et ses différents services.

La deuxième a été de mettre sur pied une plateforme rassemblant police, commune et parquet. Celle-ci « huile » les relations entre justice, pouvoirs publics et acteurs de terrain. Elle s'attache à mesurer les impacts des actions entreprises sur la qualité de vie du citoyen. Le champ d'action ne cesse de s'étendre.

Enfin, le projet vise à intégrer le citoyen par la mise en place de groupes de travail axés, notamment, sur la jeunesse, l'état du bâti, les interventions à apporter sur l'espace public, les nuisances, la radicalisation...

La méthode de travail ? Elle repose sur l'animation de groupes thématiques, la mise au point de plans d'action par groupes et référents, et des conventions de collaboration entre intervenants.

Ces groupes de travaux ont permis de dégager 6 projets-phares. L'organisation d'un Département « Prévention et Qualité de Vie ». Le projet « Conciergeries de Quartier », à travers un groupe de travail « Interventions en espace public et réorganisation des services de Prévention ». Le projet « Médiateurs de rue », surtout actif pour les nuisances urbaines. Les projets Jeunesse, avec la Plateforme Jeunesse, le projet « Saint-Gilles, ça roule », les projets Politique de la Ville, notamment « Cube » et « Coaching sportif ». Enfin, les projets de végétalisation urbaine, qui portent sur les interventions en espace public ou la dégradation du bâti et Jeunesse, en lien avec l'espace Germeau, le CVU ou encore « Saint-Gilliculteurs ».

UNEUS vise à développer une nouvelle philosophie de travail pour le secteur public, afin de développer de nouvelles opportunités via la transversalité des actions. Il est donc nécessaire de développer la communication, de partager les ressources, de développer la créativité, en lien avec la participation citoyenne active.

## **Discussion**

La diversité des approches et des thèmes illustre bien les difficultés pour les « spécialistes » à appréhender un territoire dans sa globalité. Pour autant, pour le citoyen, il s'agit d'une même réalité de son quotidien. Celle-ci combine ces aspirations fondamentales et simultanées : se sentir en sécurité, et être protégé, en lien avec des services de proximité qui soient efficaces ; s'assurer du besoin primaire qu'est l'alimentation, qui se double aujourd'hui à la fois d'exigences qualitatives et d'accès pour tous ; disposer d'équipements, ici pour ce qui relève des espaces publics et verts, de proximité ou de grande taille, qui à la fois procure la qualité et l'implication par laquelle on n'est pas un consommateur inactif.

Quelques « valeurs » sont alors partagées. La démarche « par la base », depuis le petit vers le plus global, en partant de ces aspirations multiples. Exemple : Grande Synthe, c'est à fois de la solidarité et de l'écologie alimentaires, reposant sur la méthode la proximité. Aller de la « participation » jusqu'à l' « implication », c'est mobiliser des ressources locales. Exemple : Parc Farm à Bruxelles, qui inclut aussi une démarche artistique et créative. Arrêter d'« agir en silo », travailler de manière transversale, c'est offrir une recherche de la qualité par la réactivité. Exemple : UNEUS.

Nomadisme, mobilité hybride et basée sur l'usage : comment agir ? Comment réduire les besoins de se déplacer par des solutions intégrées ? Quelles solutions promouvoir pour augmenter la qualité de vie ? Et si l'objectif des politiques de la mobilité était d'en réduire les motifs ? En promouvant l'intelligence territoriale pour faciliter la vie des citoyens ! Certes, les déplacements ne cessent de croître, le nomadisme touche des territoires de plus en plus vastes, dans une économie de la connaissance et une métropolisation qui draine vers les grandes villes les emplois et les avenir possible. Pour autant, des solutions émergent : Amsterdam, Paris, Genève agissent sur ce sujet ; et à Bruxelles, différents acteurs y travaillent. Les urbanistes ont-ils un rôle, en favorisant la mixité fonctionnelle, mais aussi lorsqu'ils prennent en compte les moyens numériques et les nouveaux usages pour diminuer les besoins de se déplacer ? Quelles solutions se dégagent pour imprimer des orientations dans l'aménagement territorial de demain ?

**Animateur : Pierre Laconte, Secrétaire Général honoraire Union internationale des Transports Publics, et co-auteur de l'ouvrage « Le rail, clé de la mobilité urbaine à Bruxelles ».**

#### **A.4. Ruimte voor "mobiele wezens"**

Hoe gaan we om met nomadisme, hybride mobiliteit dat uitgaat van gebruik i.p.v. bezit? Hoe kunnen geïntegreerde oplossingen de verplaatsingsbehoeften verminderen? Welke oplossingen promoten om de leefkwaliteit te verhogen? En als de doelstelling van het mobiliteitsbeleid er nu eens in bestonden om die verplaatsingsbehoeften te verminderen? Door het bevorderen van de territoriale intelligentie om het leven van de burgers te vergemakkelijken! Zeker is dat de verplaatsingsbehoeften blijven groeien, dat het nomadisme steeds meer terrein wint in de kenniseconomie en dat grootstadsvorming werkgelegenheid en toekomstkansen naar de grote steden drijft. Er zijn echter oplossingen op komst: Amsterdam, Parijs, en Genève ageren al op dit terrein. Ook in Brussel werkt men eraan. Hebben de planners een rol te spelen bij het bevorderen van functionele diversiteit? Houden ze ook rekening met de digitale media en de nieuwe toepassingen die de reisbehoeften kunnen verminderen? Welke richtinggevende oplossingen dienen zich aan en hoe zullen zij de ruimtelijke ontwikkeling morgen beïnvloeden?

**Lise NAKHLE.** Historienne de formation, Lise Nakhlé est spécialisée en urbanisme, en aménagement du territoire et en patrimoine bruxellois. Conseillère chez BECI, la Chambre de Commerce et de l'Industrie et l'Union des Entreprises, Lise siège comme partenaire social dans plusieurs structures régionales telles que le Conseil Économique et Social ou la Commission Régionale de Développement. Ses principales missions sont complémentaires : suivre l'évolution planologique et réglementaire, soutenir les entreprises dans leur application opérationnelle, en assurant un dialogue entre monde économique, administrations et pouvoirs publics.



En tant que Fédération d'employeurs, BECI est au cœur des réflexions liées la mobilité : mobilité des travailleurs et nouveaux modes de travail, nouvelles technologies, impact économique et sociétal de la congestion, enjeux logistiques, émergence de nouveaux biens et services, transition de la notion de propriété vers celle d'usage, ...

BECI défend une vision de la mobilité bruxelloise basée sur les nouveaux paradigmes émergents : d'une part l'approche systémique, qui propose de penser le déplacement des individus et des biens comme un élément constitutif de la ville, et non plus seulement comme enjeu infrastructurel ; d'autre part, celui qui place l'utilisateur au centre du raisonnement en proposant des aménagements au service de celui qui se déplace, ou à contrario, qui ne se déplace pas. Soutenus par les technologies des datas, qui permettent d'agréger les choix individuels en logique collective, ces nouvelles manières de concevoir le mouvement demandent de repenser profondément les notions d'intermodalité, d'infrastructures et de services, physiques et virtuels.

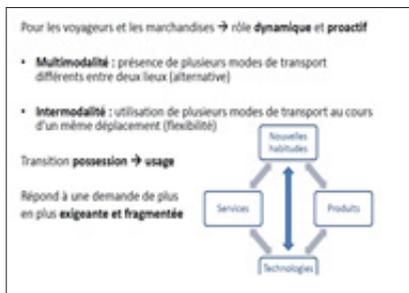
L. Nakhlé pose ce constat et cette perspective. A politique inchangée, le nombre total de voyageurs-kilomètres augmenterait de 11% d'ici à 2030. Cela signifie une baisse de la vitesse moyenne sur le réseau routier belge de 24% aux heures de pointe et de 10% aux heures creuses. Et entrainera 25 minutes de plus pour parcourir une distance de 50 km aux heures de pointe et 5 minutes de plus aux heures creuses (selon l'étude du Bureau Fédéral du Plan, 2017).

Elle relève également quelques dynamiques quant à la mobilité actuelle et future à Bruxelles : hausse de 10% de voyageurs d'ici 2030 ; augmentation des moyens de déplacements alternatifs à la voiture (trottinette,...) ; diminution de la demande de transport notamment par la modification du mode d'habitat/travail (coworking / homeworking / télétravail) ; logique de polarité urbaine et notion de multipolarité.

Des pistes de solution existent donc. Notamment le télétravail. Déjà, 17% des travailleurs belges télétravaillent au moins une journée par semaine. Cela signifie, traduit en termes de mobilité, une réduction de 5% les déplacements domicile-travail ; ou encore une réduction de 6,7% du nombre de voyages. A Bruxelles, le taux de télétravailleurs est de un sur trois ! Et le potentiel de croissance va jusqu'à 42% des travailleurs. C'est une piste importante.

Mais les télétravailleurs sont-ils pour autant immobiles ? 55% d'entre eux font un ou des déplacements supplémentaires pendant la journée de télétravail, selon des motivations diverses : déposer quelqu'un, faire des courses ou s'enquérir de services, combiner avec les loisirs, etc. Ce taux est bien entendu plus important en dehors des heures de pointe.

Une même dynamique fait augmenter rapidement les espaces de coworking. On relève une accélération de leur croissance de 5-10 % (2005-2010), jusqu'à 10-20% aujourd'hui ! En 2016-17, la croissance est de 25% du nombre de location de « service office » en Belgique, avec 300 lieux disponibles. Cette dynamique a un impact, à Bruxelles en particulier.



Deux dimensions nouvelles apparaissent donc. D'une part la mobilité considérée comme un service et non plus comme l'addition de solutions techniques et quantitatives. C'est le concept de MAAS – mobility as a service. De l'autre, en développement de cette approche, les nouvelles solutions répondent aux aspirations de l'« être mobile » que nous devenons. Elles nécessitent de combiner différentes approches, et donc différents métiers qui concernent le devenir de notre « être mobile ».

**Cathy MACHARIS.** Professeur à la Vrije Universiteit Brussel, Cathy Macharis dirige (en binôme avec le professeur Joeri Van Mierlo) le groupe de recherche Mobilité, Logistique et Technologie Automobile (MOBI). Ce groupe interdisciplinaire axe l'essentiel de son travail sur la logistique, les véhicules électriques et hybrides dans un contexte urbain, avec pour objectif principal de rendre les systèmes de mobilité plus durables. Elle a aussi participé à de multiples projets de recherche (régionaux et supra régionaux) sur ces thématiques, et écrit plusieurs ouvrages et articles sur le sujet. Elle est présidente de la Brussels Mobility Commission et de la Sustainability Commission de la VUB.



Cathy Macharis centre l'attention sur la mobilité durable : quels en sont les challenges ? Comment articuler la mobilité à la taille de la « cité humaine » ?

D'une part, la mobilité ne cesse d'augmenter ; pas nécessairement rien qu'en auto, mais aussi en avion, ou en empruntant encore des moyens nouveaux pour se déplacer. Quel territoire va émerger ces « êtres mobiles » que nous devenons ?

De l'autre, la population actuelle des villes ne cesse de croître. On a donc toujours besoin de plus de services, plus de commerces, plus de bâti, et ces éléments génèrent toujours plus de déplacements.

Il est donc nécessaire de structurer davantage le territoire. En effet, en Belgique, le territoire est très dispersé (par rapport à la Hollande et/ou la France). Il faut réduire l'emprise des infrastructures de transport, car près de 50 jusqu'à 65% des territoires urbains sont actuellement dédiés à celles-ci.



A cet effet, elle plaide pour une approche basée sur les « 4P » : Proximity, Place for Humans, Prosperity, Participation, and « Passion » (par référence à l'association FUP). L'équation est nouvelle, elle doit être explorée, par exemple à la manière d'un Serious game.

Les quatre aspects à traiter à travers de tels jeux prospectifs de ce jeu sont les suivants. La proximité : comment renforcer la mixité ? Les solutions sont donc le mixed-use developments. La place pour chacun ? A travers la reconversion des rues et des places à leur usage initial : des lieux pour vivre, à l'image par exemple du piétonnier de Bruxelles où on observe déjà une réduction de 14,5% des automobiles, et la multiplication par 2,5 de la marche à pied. La prospérité pour tous ? A travers la perception des limites infranchissables, en matière climatique, des inégalités sociales et de l'économie dont des pans entiers quittent le réel (financiarisation, globalisation, réduction de l'industrie). La participation ? A travers la multiplication des pistes de coopération entre acteurs (MAMCA - multi actors multi criteria analysis). Et la co-création, impliquant les acteurs concernés, dépassant la simple participation-écoute.

Elle illustre ce propos par les dimensions suivantes. Se posent les questions du « partage » par rapport à la « propriété » : le partage va concerner l'usage de la voiture, notamment pour ceux qui l'avaient délaissée (les vieux, les étudiants,...). Les services se multiplient. Ainsi, il existe différents types de « car-sharing » : le free-floating car sharing, surtout utilisé par la tranche d'âge : 19-39 ans, et principalement des hommes ; le Station based car sharing, utilisé par les 26 -64 ans et principalement des femmes.

Il est nécessaire de coordonner et de créer des interactions entre ces modes de déplacements alternatifs avec, notamment, les transports en commun. Mais il est aussi important d'éviter le cannibalisme qui menace les transports en commun.

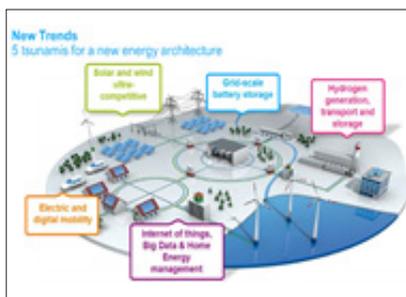


**Thibaud HILMARCHER.** Diplômé de l'Université Louis Pasteur de Strasbourg en géographie, Thibaud Hilmarcher s'est spécialisé dans les études de mobilité et d'infrastructures de transports urbains. Actuellement, il occupe un poste de Consultant Mobility chez Tractebel Engie pour les programmes de « Labex Futur Urbains ». Parmi ses dernières réalisations figurent une étude prospective et disruptive sur de la mobilité urbaine en lien avec les énergies renouvelables ainsi qu'une étude sur la logistique urbaine décarbonée.

L'intervenant partage avec d'autres les évolutions des usages et des comportements. Il pointe : le vieillissement de la population, l'économie du partage ; l'e-shopping ; la demande de Taylor-made ; la dématérialisation des espaces de travail ; les loisirs comme moteur des déplacements. Les dynamiques de ces changements sont bien connus.

Dans ce contexte général, Th. Hilmarcher souligne cinq transitions technologiques en cours d'émergence : l'énergie solaire ou éolienne ; le stockage de ces énergies ; le Big data ; le transport de l'hydrogène ; le transport ou le déplacement en partage.

Tenant compte de celles-ci, Tractebel Engie a proposé une vision prospective pour Bruxelles à l'horizon 2030. Celle-ci repose pour une large partie sur la création et la multiplication d'applications et d'outils. Ensemble, ils visent à diviser par 15 le nombre de voiture actuel. La voie privilégiée est la mutualisation des véhicules électriques. Il s'agit du projet prospectif PlugMyCar. Quels sont les composantes principales de ce scénario ?



D'une part, accroître l'offre de véhicules décarbonés, partagés et autonomes. Il serait nécessaire de fournir près de 21.000 véhicules de ce type afin de créer une flotte de base suffisante. Un sous-objectif de ce programme est d'étoffer et d'étendre cette flotte hors des limites bruxelloises, à l'échelle de sa région métropolitaine.

D'autre part, l'introduction de cette offre permettrait de supprimer près de 240.000 places de parking dans l'espace public, passant de 290.000 à près de 50.000. Mais il faudra par ailleurs installer près de 35.000 bornes de recharge sur le territoire couvert, qui permettrait d'alimenter une flotte consommant l'équivalent de près de 5 centrales électriques (pour les 21.000 véhicules).

Suite à ces projections, T. Hilmacher fait enfin un focus sur les utilisateurs. Qui est concerné par ces changements ? Il est primordial d'appréhender les flux et de les anticiper, afin de ne pas oublier les déplacements autres que ceux générés par les flux domicile/travail. Notamment, ceux des télétravailleurs, qui font des déplacements complémentaires souvent en dehors des heures de pointes, et qui dispersent donc les flux, les divisent.

Si l'idée peut séduire, comme toute autre, le premier challenge de ce projet est de changer les mentalités, et en priorité en matière des modes de déplacements, pour passer de l'appartenance au partage.

## **Discussion**

Traiter de la mobilité sans cesse en croissance nécessite d'en comprendre les dimensions. Celle de demain ne sera plus celle d'hier ou d'aujourd'hui. Si la voiture perd (un peu) de terrain en ville, d'autres formes de mobilité apparaissent. On pense à l'expansion inquiétante du transport aérien (pour un rien on fait un Citytrip ou on va dans des pays lointains) et son impact sur les villes et le climat ; mais aussi aux moyens qui augmentent de fait le rayon de déplacement du piéton, avec les trottinettes électriques, les Segways, etc.

Cette expansion nécessite de déployer davantage les polarités urbaines, cette trame de nœuds qui structurent les territoires à partir des intersections de moyens des mobilités, des complémentarités offertes. Il faut aussi penser à y développer des services attirants. La discussion a également porté sur les difficultés de cette approche d'un point de vue des générations et des inégalités qui frappent de manière diverses les territoires : tout le monde n'est pas égal devant ces nouvelles formes de mobilité. Par exemple le véhicule autonome ne sera accessible qu'à ceux qui disposent des moyens d'utiliser ces outils/services très onéreux. Autre exemple : le partage (Sharing mobility) ne va-t-il pas inciter à recourir à la voiture ceux qui l'avaient délaissée ? On pense notamment aux jeunes, aux néo nomades, aux emplois précaires de la nouvelle économie, etc. Autre question : ce véhicule ne va-t-il pas cannibaliser les transports publics, notamment en s'accaparant les bandes de circulation réservées ?

Comment prendre en compte la complexité pour agir à plusieurs échelles et dans différents domaines ? Et mobiliser les ressources, notamment les Data, ainsi que les collaborations entre secteurs publics et privés. Alors, quelle intelligence territoriale ? La compétitivité et la maximalisation du profit compromettraient-elles la gouvernance territoriale ? Faut-il simplifier pour produire plus, ou bien tenir compte des interactions des citoyens et des sociétés humaines ? La gouvernance devrait assurer la régulation adéquate de l'«auto-éco-réorganisation» d'un territoire, pour maintenir ses dynamiques sur le cap des objectifs de son développement ; alors il apparaît indispensable de disposer d'un réseau d'information territorial. Celui-ci permet de mesurer en continu les intérêts des différentes parties prenantes, sans perdre de vue l'intérêt public et les risques que les intérêts particuliers peuvent générer. Comment prendre en considération les interactions entre dynamiques socioculturelles, socio-économiques et socio-politiques ? Comment assurer l'équilibre durable des projets et des dispositions envisagées ? Alors, quelle intelligence territoriale ? Dans un monde incertain, les interventions (planification, projets, gestion) ne peuvent se concevoir qu'au cœur des interactions et non comme des actes extérieurs. Mais comment faire alors que les acteurs publics ou privés, et notamment les urbanistes, peinent à appréhender les évolutions du système ?

**Animateur : Dirk Van de Putte, conseiller sénior indépendant en développement urbain. Précédemment il était Directeur adjoint à l'Agence de Développement du Territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.**

Hoe rekening houden met de complexiteit om te handelen op verschillende niveaus en in verschillende gebieden? En hoe hulpbronnen (vooral de gegevens) gebruiken en de samenwerking tussen de publieke en private sector bevorderen? Welke gebiedsinlichtingen willen we? Brengen concurrentievermogen en winstmaximalisatie het ruimtelijk beheer in gevaar? Moeten we vereenvoudigen om meer te produceren, of moeten we rekening houden met de interacties van de burgers en de menselijke samenleving? Het beheer moet zorgen voor een adequate regulering van de "ecologische zelforganisatie" van een gebied, om zijn dynamisme te handhaven gericht op zijn ontwikkelingsdoelstellingen; dan lijkt het van essentieel belang om over een ruimtelijk informatienetwerk te beschikken. Dit laat een continue peiling toe van de belangen van de verschillende belanghebbenden, zonder daarbij het algemeen belang uit het oog te verliezen en de risico's die specifieke belangen kunnen genereren. Hoe kunnen we rekening houden met de interacties tussen sociaal-culturele, sociaaleconomische en sociaal-politieke dynamieken? Hoe kan men een duurzaam evenwicht van projecten en voorgestelde maatregelen garanderen? En dus opnieuw: Welke gebiedsinlichtingen willen we? In een onzekere wereld kunnen interventies (planning, projecten, beheer) enkel een plaats krijgen als zij zich in het centrum van de interacties en niet als gebeurtenissen in de marge situeren. Maar hoe moet dat gebeuren, als publieke en particuliere actoren, en zeker stedenbouwkundigen, moeite hebben om de ontwikkelingen van het systeem te begrijpen?



**Marie-Amandine VERMILLON.** Sociologue chargée de médiation scientifique et d'expérimentation au sein de la plateforme Open Data et de Créativité Collective TUBA (Lyon), Marie-Amandine Vermillon accompagne les acteurs publics et privés dans la conception et la mise en place de services et projets ouverts, participatifs, collaboratifs et qui s'appuient autant sur des données numériques privées que publiques. D'autre part, elle co-définit et co-anime diverses actions visant à sensibiliser les professionnels et le grand public aux enjeux urbains et numériques. Marie-Amandine a collaboré à des études sur les mobilités plurielles et durables.

Marie-Amandine VERMILLON présente TUBA, ce réseau et cet espace physique au cœur de la ville, qui s'emploie à faire de la médiation urbaine et numérique, à développer le lien entre le public et les entités publiques ou privées. Son capital de départ ? Ce sont les innombrables données « publiques » dont dispose la Ville de Lyon et sa Métropole : utilisateurs de TC, usages de l'eau ou des énergies, connections aux réseaux numériques publics, etc. Mais ces données sont mises en commun avec d'autres acteurs, dans certaines conditions.

TUBA, c'est donc la rencontre de trois acteurs : les grandes entreprises, qui disposent de nombreuses données sans avoir parfois la possibilité de les exploiter, les Start-up qui veulent expérimenter leurs technologies ou services innovants, et les citoyens, prêts à tester la pertinence de ces nouveaux services créés pour eux.

Cette offre de coopération est basée sur l'OpenData, une politique d'ouverture des données, qui permet de partager ces données en vérifiant la dimension éthique, d'appuyer l'utilisation de ces données pour tisser des liens entre diverses initiatives utiles tant au citoyens qu'aux entrepreneurs des services nouveaux du numérique.

Au cœur de ces synergies, les nombreuses données disponibles en matière de transport, services publics, environnement..., qu'elles soient publiques ou privées, avec une mise à disposition par les grands groupes dans le cadre de projets spécifiques. L'impact sur la ville est évident. Les constats sur la situation actuelle de la gestion urbaine et sa communication sont qu'il existe une formidable diversité d'initiatives sur Lyon, qu'elles soient publiques, privées, citoyennes,... Le but est que cela soit utile à la collectivité ; pas question que ces données soient privatisées et ne respectent pas le code éthique.



Dès lors, TUBA accompagne la réalisation d'expérimentations sur des services/ produits développés sur la thématique ville intelligente où sont invitées les parties prenantes des projets développés : associations diverses, habitants, entrepreneurs, acteurs publics ou privés.

Les séances peuvent se dérouler dans l'espace d'environ 700m<sup>2</sup> qui est situé à 10 minutes de la gare de « la Part Dieu » au cœur de Lyon. Le local ouvert à tous offre des possibilités de co-working, des salles pour accueillir des ateliers de médiation ou d'expérimentations et une programmation événementielle dédiée à la ville et au numérique. On peut ainsi participer à des événements, rencontrer des entrepreneurs ou échanger avec des experts. Cette initiative qui se développe depuis 4 ans, rencontre beaucoup d'intérêt, et contribue à une métropole inclusive et innovante.



**Olivier GRANVILLE.** Directeur au BEP-Bureau Economique de la Province de Namur. Ancien conseiller en Urbanisme et Aménagement du Territoire pour le Cabinet du Ministre Wallon de l'Aménagement du Territoire, Olivier est en fonction au BEP depuis 2004. Il a mené une étude prospective territoriale dans le cadre des programmes de développement économique de l'Entre-Sambre-et-Meuse à l'horizon 2025-2030. Au terme de deux années de travail, le Projet Essaimage a vu le jour. Ce projet est le résultat d'actions concrètes menées conjointement par les pouvoirs publics et les acteurs économiques pour encourager le redressement économique de la région.

Le Bureau économique de la Province (BEP) de Namur est une intercommunale de développement économique. Les actionnaires sont la Province de Namur et les 38 Communes qui la composent. Quatre structures font partie du groupe : BEP Expansion économique, BEP Environnement, BEP Crématorium, IDEFIN. A côté du développement d'activités et de services, de multiples missions sont menées. Ainsi, en milieu rural.

Premier constat. La gouvernance des territoires évolue. La démarche de prospective territoriale permet, à cet égard, une prise de conscience des acteurs, publics, privés et associatifs d'un territoire, et les encourage à dépasser une tentation toujours possible de repli sur soi. A une condition, essentielle : cette prospective doit être clairement orientée vers la définition de projets concrets et à relativement court terme, si possible multi-acteurs et à différentes échelles de territoire.

Deuxième constat, c'est le sort des territoires ruraux, écartés souvent des courants du développement. La gouvernance dépasse de plus en plus le cadre des frontières administratives. C'est cette expérience que nous menons dans le territoire de l'Entre-Sambre-et-Meuse, marqué par une double frontière – provinciale d'une part, nationale d'autre part, et aussi caractérisé par des difficultés économiques et sociales persistantes.



ESSAIMAGE, c'est son nom, démontre qu'il est possible de recréer de la cohésion territoriale autour de projets partagés, avec un système de gouvernance innovant. L'entre Sambre et Meuse est un territoire rural, à faible densité de population et en déclin économique. Le projet se déroule à travers plusieurs ateliers de prospective menés dans l'arrondissement de Philippeville.

L'objectif est d'identifier des actions concrètes pouvant être mises en œuvre dans un horizon de moyen terme, dans les thématiques de développement économique, capital humain, ressources naturelles, culture et tourisme et aspect transfrontaliers.

Les constats sur la situation existantes sont qu'il existe d'énormes difficultés économiques et sociales au sein du territoire composé par l'entre Sambre et Meuse.

Le BEP a pour objectif de remettre le territoire en mouvement, en injectant des tentatives de participation positive (afin de contrecarrer les effets NIMBY). Ces initiatives tentent de mettre en place une intelligence territoriale, basée sur l'intelligence collective.

Le suivi du projet de territoire s'opère via interaction avec les pilotes ; ensemble, ils sont chargés d'élaborer et suivre un tableau de bord de suivi, de mener l'évaluation de la mise en œuvre, d'effectuer le rapportage et secrétariat. A ces fins, ils doivent être basés sur le territoire en question ; ils disposent d'un espace de coworking et d'un petit secrétariat. Ils mettent en place des formations à l'emploi, à une meilleure mobilité, à la revalorisation du tourisme ; ainsi que la promotion des circuits courts notamment dans l'agro-alimentaire.

La Task force réunit les principaux acteurs, sur invitation. Le projet repose sur la tenue d'une conférence des élus, pour leur proposer de nouvelles opportunités de développement du territoire.



**Christian WALLOTH.** Dr.-Ing. Christian Walloth earned his PhD in the “Advanced Research in Urban Systems” program of the University of Duisburg-Essen. Prior to his PhD studies, Christian Walloth was a consultant working for Altran Germany, Arthur D. Little, and Roland Berger Strategy Consultants. Christian is the founder of Walloth Urban Advisors SPRL, his and book « The Theory of Emergent Nested Systems » serves as a scientific foundation for Walloth Urban Advisors’ strategy projects. Christian is the chair of the “Urban Systems” symposia at the bi-annual “European Meetings of Cybernetics and Systems Research” held in Vienna. He regularly contributes to international conferences and symposia covering both the urban sciences (including AESOP, ISOCARP, and IFHP conferences) as well as complexity and systems sciences (in particular ISSS and EMCSR conferences).

If citizens, municipalities, and regions want to effectively influence local developments, they need to make an effort to understand emerging trends in the local population. Knowing what is just emerging provides real leverage points with local developments that do come about naturally, allowing to proactively and creatively (co-)develop cities and regions.



We need scouts – human elements of a territorial information network – who discover emerging trends in our cities and who inform planners. These scouts need to look for the just-appearing activities among citizens. For planners and politicians, citizens and developers, knowing what is just emerging provides real leverage points with local developments that do come about naturally, allowing to proactively and creatively (co-)develop cities and regions.



## Discussion

La question de l'intelligence territoriale doit devenir un axe de réflexion et d'action. Cet axe peut démarrer à partir des aspirations des habitants et des acteurs de terrain. Ils peuvent exploiter les sources de plus en plus nombreuses d'informations. A cet égard, les données récoltées par les instances publiques et parapubliques sont nombreuses et peuvent être mobilisées via l'Open data, en lien avec la revitalisation des territoires.

Ces derniers sont souvent des aires assez larges, qui dépassent les aires des villes. Or, la gouvernance à cette dimension pose problème car il n'y a pas ou peu, d'instances publiques uniques. Si la ruralité se trouve délaissée, il faut alors que des coalitions se forment, et impulsent auprès des acteurs de toute nature des exigences fortes. La capacité des urbanistes, ou d'autres intervenants, à manier la transversalité, la négociation continue pose la question de la difficile conjonction entre gouvernance et changement. Les formations à cette dimension sont encore trop lacunaires à ce stade ; seule une formation suffisante permet l'essaimage de telles approches. Mais « on apprend en marchant ensemble » rappelait hier P. Bouchain, en procédant parfois par essai - erreur. Disposer d'« éclaireurs » audacieux est nécessaire.

La Smart economy représente à cet égard un bras de levier important, car les flux véhiculés permettent de réinsérer des aires délaissées dans la dynamique territoriale.

Il s'agit d'une approche de type Smart Citizen qui assure la médiation à la fois territoriale et numérique. Elle aide à « remettre les territoires en mouvement ».

Enfin, on a souligné les possibilités, pas toujours connues à l'avance de cette approche qui mixe numérique et gouvernance. Le futur est fait de surprises : « We want to make the future before it happen » ainsi que le soulignait Ch. Walloth.

# TABLE RONDE

Avec le Ministre-Président Rudi Vervoort, Paul Dujardin (CEO Bozar), Lise Nakhlé (BECI), Isabelle Pauthier (ARAU), Alain Renk (7 milliards d'urbanistes). Animé par Bruno Clerbaux, Vice-président FUP.





# CONCLUSIONS FORUM

Par Paul Vermeylen, président FOR URBAN PASSION

Voici quelques conclusions provisoires dont je peux déjà vous faire part. Elles se basent sur les notes prises dans les différents ateliers et lors des exposés en assemblée. Je vais ici les structurer en six impressions. Bien évidemment, je prie de m'excuser d'avance auprès de ceux dont les propos ne sont pas reflétés, malgré la richesse des exposés et des débats.

## - La co-création

Nous sommes rentrés dans l'ère de l'immédiat. On s'en plaint souvent, quand la liste des To Do ne cesse de se régénérer, que les mails et les Smartphones nous harcèlent. Cette impatience s'exprime aussi dans la ville. Les Millenials, mais nous tous aussi, nous la voulons immédiatement selon nos souhaits, selon nos rêves. Alors on la fait, ensemble ou par groupes d'affinité. Selfcity, c'est cela : on n'attend plus que les élus fassent, on fait soi-même. Placemaking : on dessine ensemble, sur le terrain, ce qui est désiré, et on entreprend déjà ce qui peut être fait dans l'immédiat. Occupation temporaire, c'est insupporter l'inoccupation et tendre ainsi vers le zéro mètre carré inutile, et parfois à défaut d'accord des propriétaires, on passe à l'acte. Sommes-nous suffisamment conscients que l'on passe progressivement d'une participation citoyenne à une co-création des territoires ?

## Lier Byte et Atoms

Ce qui me frappe, c'est la tendance de fond qui tend à relier ce qui est matériel (la nature, l'alimentation, le recyclage d'objets, etc.) à ce qui est de l'ordre de l'immatériel (les services numériques, les prestations, etc.) Mettre la main à la pâte, les plonger dans le cambouis permet de s'épanouir, lorsque la matière fait alliance avec le cerveau (l'intellectuel, les informations, le mental y compris le spirituel de tout ordre). Ce qui était séparé (dans les zones fonctionnelles du territoire par exemple, ou encore entre nos cerveaux gauche et droit) se relie. Alors, le numérique s'articule avec la robotique, ce qui rend au demeurant plus aisé la production locale d'un bien-service, d'un service-usage. C'est dans cet esprit que « la ville productive » sera comprise, elle ne sera pas une répétition de la ville industrielle de jadis.

### - **La nature régénère la ville**

Le métabolisme des territoires, construits ou non-construits, doit être remis en valeur. Trames des chemins anciens (chaussées par exemple), alternances d'aires construites et d'aires campagnardes ou naturelles, vallons et reliefs, cours d'eau naturels ou ceux qui ont une empreinte humaine. Voilà de nouveaux exercices pour urbanistes, avec la perspective d'instaurer un autre équilibre entre le vivant et l'humain. Les serres, les élevages piscicoles urbains ou les potagers sophistiqués peuvent être gérés selon ce métabolisme, tout autant que les trames vertes ou bleues qui structurent les tissus et leur offrent un autre visage. On sera également attentifs aux liens avec les territoires délaissés, ceux tenus à l'écart des flux qui innervent les échanges, pour renouveler avec eux les termes d'un échange métabolique.

### - **Les nouveaux circuits**

L'économie circulaire, ce n'est pas que de la manutention, c'est de la gestion prévisionnelle des ressources et des utilisations futures. Le Cradle to Cradle notamment repose sur une autre dimension du temps. L'alimentation bio ne peut se développer sans les circuits courts, ce que le numérique facilite. Mais elle suppose aussi que le consommateur respecte par exemple les saisons ou tempère ses envies du « tout, immédiatement ». Créer de nouveaux circuits, cela suppose du temps, mais aussi de travailler avec des matrices inputs/outputs maîtrisables. Ces matrices aident à détecter les opportunités, de s'extraire des impératifs du court terme, du non-respect des cycles de la nature et de la dictature de l'usage unique.

### - **Les nouveaux acteurs**

Les ceintures alimentaires, les ronds-points devenus potagers, le rapprochement avec la nature, etc. sont souvent initiés par ce que j'appelle les « bidouilleurs », les « cré-acteurs ». Ils procèdent par essai-erreur, pour monter ensuite en puissance. Ils n'agissent pas seuls, ils se fondent sur le partage et favorisent l'intelligence collective. Ils construisent ainsi des nouveaux modèles plus complexes, répondant aux aspirations évoquées. Ils mettent en place des nouveaux échanges, créent de nouveaux métiers. Les entreprises qui se soucient des aspirations en évolution (et qui ne méritent pas toutes le surnom de Picsou) s'en inspirent, pour faire évoluer leurs produits. Néanmoins, comment protéger et valoriser cette créativité des pionniers ?

### **- La dimension sociale et sociétale**

La crise sociale frappe les villes, générant l'éloignement, accentuant la peur de l'autre, surtout de celui qui habite un autre quartier que le sien. Les jeunes professionnels, de plus en plus nombreux, ont souvent perdus leurs repères, se réfugient dans les fratries de ceux qui sont comme eux, et se sentent largués des aspirations sociétales ou des possibilités de s'épanouir. Les réponses doivent proposer des chemins d'espérance, et offrir de nouvelles perspectives. Je pense par exemple à l'autoproduction. Ou encore à Grande Synthèse. Qui donne ces espérances, à l'heure où les « fabriques de citoyenneté » de jadis ferment leurs portes ? Ecoles, syndicats, clubs divers qui assumaient jadis ce rôle sont détrônés et remplacés aujourd'hui soit par l'espace numérique, soit par ... la ville. Les grands slogans des aménageurs publics ou privés reflètent-ils ces nouveaux « récits » qui sont attendus ?

### **- Les transitions sont en marche**

Dans de nombreux domaines, les nouvelles pratiques se sont développées. Songeons au commerce, pour lequel on voit la fréquentation des grandes surfaces diminuer d'environ 5% d'année à année ; au coworking, devenu à Bruxelles le premier acteur du Take up immobilier pour ce premier trimestre (30.000m<sup>2</sup>) ; à l'alimentation bio et à la prévention en matière de santé et de bien-être, pour lesquels le rythme de croissance affiche plus de 15% dans le panier des ménages. Pour d'autres domaines, les transitions seront plus rudes, je pense à l'usage de la voiture individuelle, qui diminue modestement sous l'effet de nouvelles régulations et des nouveaux modes de se déplacer, alors que l'aspiration à se déplacer ne cesse de monter.

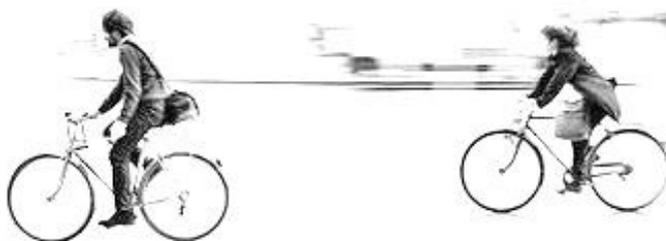
Mais le futur est rempli de surprises ! Le désir de s'épanouir sur le plan personnel peut alors s'articuler au mieux avec le désir d'un bien-être collectif. Par cette voie, une « réorganisation » s'opère liant civilisation et nature, pour revenir aux propos de Pascal Roggero. L'avenir sera dessiné par les audacieux, ceux qui s'écartent des sentiers battus. Manière également de rendre hommage à notre conférencier d'hier soir, à l'audacieux Patrick Bouchain !

# FUP

For Urban Passion

## **FOR URBAN PASSION COMITE ORGANISATEUR**

Paul Vermeylen, Président  
Bruno Clerboux, Vice-président  
Clotilde Fally, Secrétaire générale  
Serge Colin, Trésorier  
Jean-Claude de Brauwer, Administrateur  
Renaud Daele, Administrateur  
Pierre Laconte, Administrateur  
Serge Peeters, Administrateur  
Dirk Vande Putte, Administrateur  
Julien Courjault-Rade, Membre  
Jean Christophe Culot, Membre  
Véronique Germain, Membre  
Brigitte Loridan, Membre  
Mathieu Waterkeyn, Membre



Rédaction : Paul Vermeylen et Mathieu Waterkeyn, à partir des supports d'exposés des intervenants ; ceux-ci sont disponibles sur demande. Mise en page : AUPA.



**citydev.brussels** 

citydev.brussels, organisme public autonome créé en 1974, est en charge du développement urbain de la Région de Bruxelles-Capitale au travers de projets immobiliers.

citydev.brussels favorise l'expansion économique de la RBC en y accueillant ou en y maintenant des entreprises. Pour ce faire, citydev.brussels met à leur disposition des infrastructures immobilières de qualité permettant de les accueillir aux différentes étapes de leur développement. Aujourd'hui, citydev.brussels leur donne accès à un patrimoine de près de 200 ha de terrains industriels et parcs PME répartis sur 45 sites, à 75.000m<sup>2</sup> de locaux, à 8 centres d'entreprises et à 5 incubateurs.

Depuis 1988, citydev.brussels produit des logements neufs, subsidiés en partie par la RBC et destinés aux citoyens à revenus moyens.

Enfin, en tant qu'opérateur régional, citydev.brussels est impliqué dans la réalisation de projets complexes alliant la production de logements divers, d'activités économiques, de commerces, d'espaces publics, d'équipements collectifs et de tout ce qui peut remailler ou redynamiser une ville ou un quartier.



# Welcome to the neighbourhood.

Matexi est un développeur de quartiers, fort de plus de 70 ans d'expérience. Nous avons déjà réalisé plus de 35.000 habitations et œuvrons dans plus de 300 communes et 600 quartiers. Durabilité, entrepreneuriat responsable et responsabilité sociale sont nos maîtres mots.

## **Notre vision de l'habitat ? Everybody deserves a great place to live !**

Une maison ou un appartement, c'est bien plus que quatre murs et un toit. C'est votre point d'ancrage. Un cocon chaleureux qui reflète votre personnalité et qui vous permet d'être vraiment vous-même.

Mais cela ne s'arrête pas là. Votre habitation s'inscrit dans un quartier qui joue un rôle central.

Dans votre quartier, vous vivez, habitez et travaillez avec les autres. Vous y passez l'essentiel de votre temps libre, vous vous faites des amis, vous faites des courses, vous vous affiliez à un club sportif, vous offrez un futur à vos enfants... C'est pour toutes ces raisons et bien d'autres encore que votre quartier est essentiel à la vie sociale que vous méritez.

## **Nous développons pour vous ce formidable quartier à vivre**

Notre slogan est clair : « Bienvenue chez vous ». Nous préférons nous appeler développeur de quartiers plutôt que développeur de projets.

## **Une utilisation de l'espace tournée vers l'avenir**

Nous veillons à utiliser l'espace disponible dans notre pays de manière raisonnée. Notre objectif est d'intégrer de manière optimale des habitations et des appartements confortables et économes en énergie dans l'espace disponible.

Lors de la construction, l'habitabilité du cadre de vie est toujours notre priorité. L'habitation exige de l'espace, mais aussi du respect pour ce qui se trouve à proximité, pour la nature et l'environnement.

## **Travailler avec passion et inspiration**

Nous travaillons en étroite collaboration avec tous les intervenants : les futurs résidents, les investisseurs, les riverains, les pouvoirs publics, les propriétaires fonciers et immobiliers ainsi que les bailleurs de fonds. Car nous nous rendons compte que des quartiers durables et inspirants ne peuvent exister qu'à travers une collaboration optimale.



Wallonie



bruxelles  
environnement

.brussels 

# Forum 2018 « New Fields, New Practices »

organisé par

# FUP

For Urban Passion

For Urban Passion asbl  
Rue Ernest Allard, 21 – 1000 Bruxelles  
Website: <http://urbanistes.be/fup>  
Mail: [fup@urbanistes.be](mailto:fup@urbanistes.be)

## Special Thanks to

Avec l'aide de



Sponsor



Partenaires



Supports



